

Socfin
2015 RAPPORT ANNUEL
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DES CAOUTCHOUCS

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfin	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	9
1. Caoutchouc	9
2. Huiles végétales	11
Environnement et responsabilité sociale	14
Chiffres clés	15
1. Indicateurs d'activités	15
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	16
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	16
Données boursières	17
Faits marquants de l'exercice	17
Gouvernance d'entreprise	18
1. Introduction	18
2. Conseil d'Administration	18
3. Les Comités du Conseil d'Administration	21
3.1. Comité d'Audit	21
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	21
4. Rémunérations	21
5. Notification de l'actionnariat	22
6. Calendrier financier	23
7. Audit externe	23
8. Autres informations	23
Déclaration de conformité	24
Rapport de gestion consolidé	25
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	27
Etats financiers consolidés	29
1. Etat de la situation financière consolidée	29
2. Compte de résultat consolidé	31
3. Etat du résultat étendu consolidé	32
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	33
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	34
6. Annexe aux états financiers consolidés	35
Note 1. Généralités et méthodes comptables	35
Note 2. Filiales et entreprises associées	46
Note 3. Application de l'amendement de la norme IAS 41 « Agriculture » ainsi que les retraitements sur les comptes comparatifs	49
Note 4. Acquisitions d'activités	51
Note 5. Ecart d'acquisition	52
Note 6. Immobilisations incorporelles	53
Note 7. Immobilisations corporelles	54
Note 8. Actifs biologiques producteurs	55
Note 9. Immeubles de placement	56
Note 10. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	57
Note 11. Titres disponibles à la vente	60
Note 12. Impôts différés	61
Note 13. Stocks	63
Note 14. Créances commerciales (actifs courants)	64
Note 15. Autres créances (actifs courants)	64

SOMMAIRE

Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles	65
Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie	66
Note 18. Capital et prime d'émission	66
Note 19. Réserve légale	67
Note 20. Engagements de retraites	67
Note 21. Dettes financières	70
Note 22. Autres dettes	72
Note 23. Instruments financiers	73
Note 24. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	75
Note 25. Dotations aux amortissements	75
Note 26. Dépréciations d'actifs	76
Note 27. Autres produits financiers	79
Note 28. Charges financières	79
Note 29. Charge d'impôts	80
Note 30. Résultat net par action	82
Note 31. Dividendes et tantièmes	82
Note 32. Informations relatives aux parties liées	82
Note 33. Engagements hors bilan	84
Note 34. Concessions de terrains agricoles	85
Note 35. Information sectorielle	86
Note 36. Gestion des risques	92
Note 37. Environnement politique et économique	95
Note 38. Evènements postérieurs à la date de clôture	95
Note 39. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé	95
Rapport de gestion social	96
Rapport d'audit sur les comptes annuels	102
Etats financiers sociaux	104
1. Bilan au 31 décembre 2015	104
2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2015	106
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2015	107

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

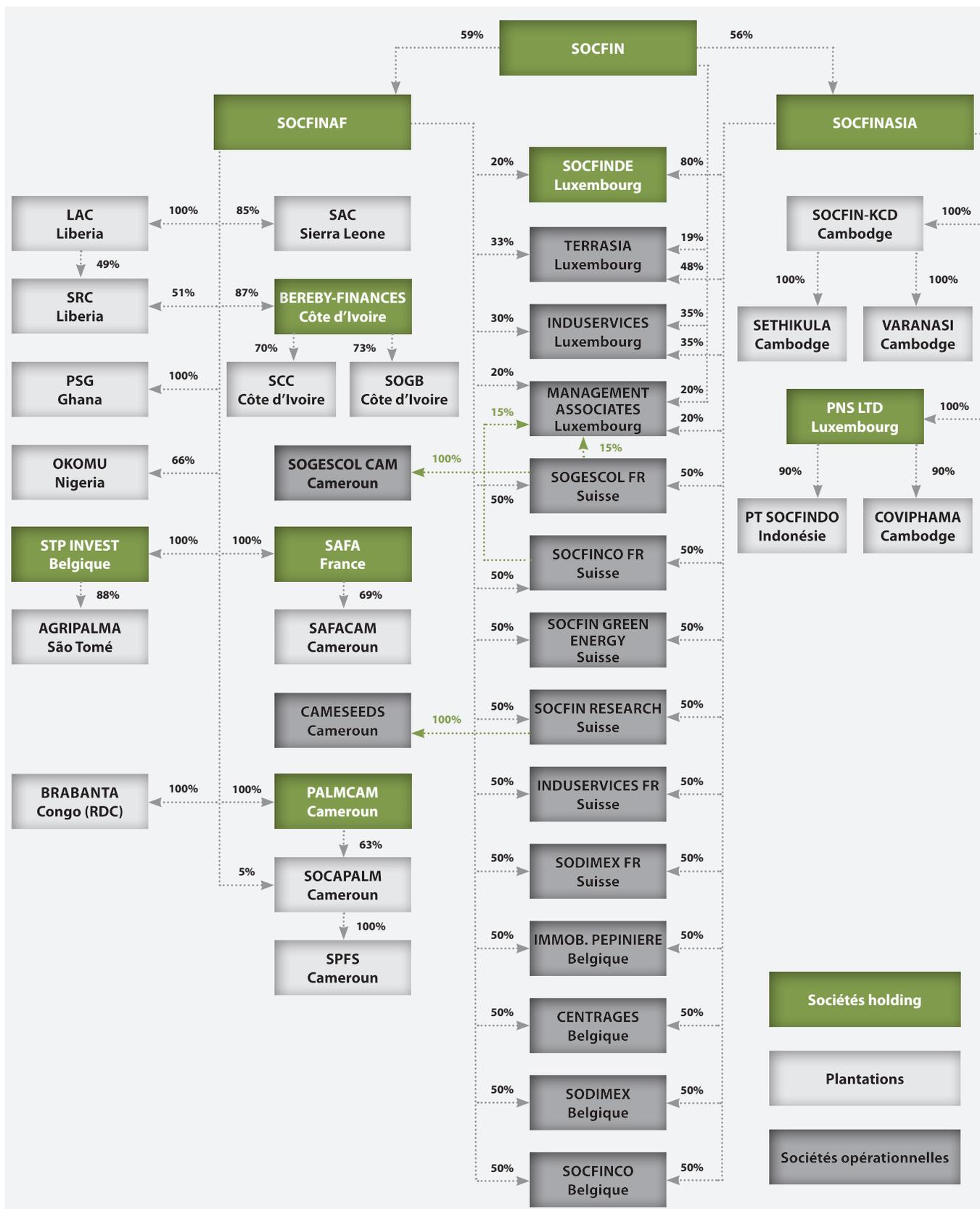
Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 5 décembre 1959 et est cotée en Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfin consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de près de 187.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est. Socfin emploie 32.258 personnes et a réalisé en 2015, un chiffre d'affaires consolidé de 509,5 millions d'euros.

2. Historique

- **05/12/1959** Constitution de la Société Financière Luxembourgeoise, en abrégé « Socfinal » sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **09/06/1960** Les titres Socfinal ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1960** Depuis sa constitution, Socfinal a investi, entre autre, dans : Société Financière des Caoutchoucs « Socfin » S.A. (Belgique) ; Plantations Nord-Sumatra (Belgique) ; Selangor Plantations Company Berhad (Malaisie) ; Sennah Rubber Company Ltd (Angleterre) et différentes sociétés de cultures équatoriales congolaises.
- **31/12/1965** Le portefeuille affiche de nouveaux investissements en Indonésie : Société de Cultures Asahan S.A. ; Société de Cultures Batangara S.A. ; Huileries de Deli S.A. et Société de Cultures Sungei Liput S.A.
- **31/12/1971** Socfinal investit dans la Compagnie Internationale de Cultures « Intercultures » S.A., société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg ; Socfin Industrial Development « Socfinde » S.A. (Luxembourg) et dans la Compagnie du Cambodge (France).
- **31/12/1972** Socfinal participe à la constitution de Socfinasia S.A. (Luxembourg) en échange des actions des sociétés indonésiennes Asahan, Batangara, Huileries de Deli et Sungei Liput. Socfinasia S.A. sera cotée en Bourse de Luxembourg en 1973.
- **31/12/1975** Sortie des titres Socfin (Belgique) du portefeuille.
- **31/12/1980** Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1994** Socfinal investit à hauteur de 60% dans le capital de la SOGB (Côte d'Ivoire) suite à la privatisation de cette plantation ivoirienne. Cette participation sera cédée à Intercultures.
- **31/12/1999** Vente des participations Selangor Holding et Plantations Nord-Sumatra S.A.
- **31/12/2000** Cession des actions Sennah Rubber Company Ltd suite à l'OPA/OPE sur ces titres.
- **15/11/2006** Suite à la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off), Socfinal détient directement, d'un côté Socfinasia S.A. (Asie) et de l'autre Intercultures (Afrique).
- **30/06/2008** Constitution de Management Associates (Luxembourg).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et le changement de la dénomination en Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin.
- **01/07/2011** Division des actions par 20.
- **29/08/2014** Socfin a échangé 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de la société de droit français, Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Celle-ci détient 68,93% de Safacam S.A., une société camerounaise de plantation qui exploite 5.400 ha de palmiers à huile et 4.400 ha d'hévéas. A l'issue de cet échange, Socfin détient encore 55,08% de Socfinaf S.A.
- **31/12/2014** La participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature. Socfin détient 56,48% du capital de Socfinasia S.A. et 58,79% du capital de Socfinaf S.A.

3. Structure du Groupe



Portrait du Groupe

4. Renseignements sur les participations de Socfin

PORTFEUILLE	Nombre de titres	% direct
1) Titres cotés		
Luxembourg		
Socfinasia S.A.	11.324.179	56,48%
Socfinaf S.A.	10.497.046	58,79%
2) Titres non cotés		
Luxembourg		
Terrasia S.A.	1.891	18,91%
Induservices S.A.	3.500	35,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfin détient une participation.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

SOCFINASIA S.A.

SOCFINASIA S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

Capital : EUR 25.062.500 représenté par 20.050.000 actions sans mention de valeur.

Le bénéfice de l'exercice clôturé au 31 décembre 2015 s'élève à EUR 35.521.155. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 1^{er} juin prochain, la mise en paiement d'un solde de dividende de EUR 0,50 par action. Pour rappel, EUR 0,50 a déjà été versé fin 2015 au titre d'acompte sur l'exercice 2015.

Chiffres Clés (en milliers d'euros)

Au 31 décembre	2015	2014
Actifs immobilisés	300.012	289.991
Autres actifs	79.384	72.188
Capitaux propres ⁽¹⁾	369.286	355.066
Dettes, provisions et tiers	10.110	7.113
Résultat de l'exercice	35.521	46.170
Résultat distribué	22.025	22.278
Cours de bourse (en euro)	17,48	19,38
Dividende unitaire brut (en euro)	1,00	1,00
Dividende/Capitalisation boursière (en %)	5,79	5,16
Participation de Socfin (en %)	56,48	56,48

⁽¹⁾ Avant affectation du dividende final mais sous déduction de l'acompte.

Portrait du Groupe

SOCFINAF S.A.

SOCFINAF S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale, pour l'essentiel dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture au 31 décembre 2015 par un profit de EUR 6.918.457. Le Conseil d'Administration ne proposera pas à l'Assemblée Générale Ordinaire du 1^{er} juin prochain de mise en paiement de dividende.

Capital : EUR 35.708.400 représenté par 17.854.200 actions sans mention de valeur.

Chiffres Clés (en milliers d'euros)

Au 31 décembre	2015	2014
Actifs immobilisés	425.745	348.308
Autres actifs	15.916	13.070
Capitaux propres ⁽¹⁾	221.248	216.300
Dettes, provisions et tiers	220.413	145.079
Résultat de l'exercice	6.918	12.604
Résultat distribué	0	2.894
Cours de bourse (en euro)	15,0	14,8
Dividende unitaire brut (en euro)	0	0,15
Dividende/Capitalisation boursière (en %)	0	0,99
Participation de Socfin (en %)	58,79	58,79

⁽¹⁾ Avant affectation du dividende final mais sous déduction de l'acompte.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 5 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2015

Dans un contexte d'offre abondante et d'un ralentissement de la croissance de la consommation chinoise, le marché du caoutchouc naturel a poursuivi sa tendance baissière en 2015.

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20, 1^{re} position sur SGX) en 2015 est de 1.367 USD/tonne FOB Singapour, en baisse de 20% par rapport à 2014 où la moyenne des cours était de 1.714 USD/tonne.

Converti en euro, la baisse des cours avoisine 4% en 2015, suite à la hausse de la parité entre le dollar et l'euro. L'effet devise a permis d'atténuer la chute des cours mondiaux pour les plantations situées en zone CFA.

Après avoir évolué autour des 1.400 USD/tonne sur les 4 premiers mois de l'année, les cours sont repartis à la hausse vers la fin avril pour atteindre fin mai leur plus haut niveau de l'année à 1.656 USD/tonne. Cette hausse fut la conséquence de l'annonce faite par les 10 plus gros producteurs asiatiques de ne plus livrer leurs productions à la bourse de Singapour, ce marché étant, selon eux, sous-évalué en termes de prix et non représentatif des fondamentaux.

L'effet d'annonce passé, les cours du caoutchouc sont repartis à la baisse à partir du mois de juillet dans un contexte de reprise des productions après l'hivernage et de forte baisse des cours du pétrole. La baisse des cours s'est accentuée suite aux inquiétudes concernant l'économie chinoise et les fortes corrections sur ses marchés financiers qui ont entraîné dans leurs sillages la baisse des cours de presque toutes les matières premières.

Les cours du TSR20 se sont stabilisés les 2 derniers mois de l'année aux alentours des 1.150 – 1.200 USD/tonne, leur plus bas niveau depuis fin 2008.

Alors que le marché a connu un net surplus de production en 2012 et 2013, la tendance s'était inversée en 2014, avec un léger déficit de production par rapport à la consommation. En 2015 et malgré la forte baisse des cours, il semblerait que la production mondiale ait continué de croître entraînant à nouveau un surplus et donc une hausse des niveaux de stocks.

Perspectives 2016

Durant le mois de janvier, les marchés des matières premières ont plongé dans la lignée des fortes baisses sur les marchés financiers en Chine et à travers le monde. La pression à la baisse des cours du caoutchouc naturel a été exacerbée par la chute des cours du pétrole.

Les cours du TSR20 ont accusé une perte d'environ 8% durant la première semaine de l'année pour atteindre 1.040 USD/tonne.

Malgré les bas niveaux de prix, les prévisions actuelles de l'IRSG pour 2016 tablent sur une croissance de la production de caoutchouc naturel de 3% à 12,65 millions de tonnes alors que la consommation n'augmenterait que de 2% à 12,59 millions de tonnes. Sur base de ces prévisions, le surplus de production serait d'environ de 62.000 tonnes en 2016.

Dans ce contexte difficile, les grands pays producteurs tentent d'enrayer la chute des cours. Courant du mois de février, la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie ont annoncé vouloir réduire leurs exportations de 615.000 tonnes pendant 6 mois à partir du mois de mars.

Cette annonce, couplée à l'entrée des principaux pays producteurs dans la période d'hivernage, a entraîné une belle reprise des cours du caoutchouc durant le mois de mars.

En date du 7 avril 2016, les cours du TSR20 avoisinent les 1.400 USD/tonne.

Les cours du caoutchouc naturel en 2016 fluctueront en fonction de nombreux facteurs tels que l'offre et la demande, l'évolution de l'économie chinoise, l'évolution des cours du pétrole, etc.

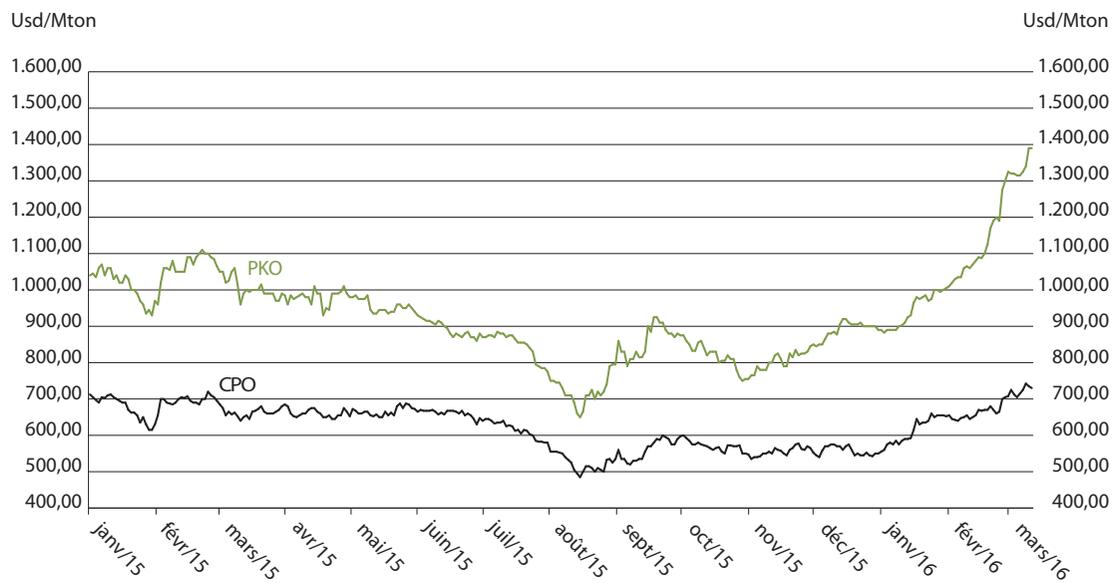
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2016 (*)	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2000	1995
Indonésie	33,6	33,4	30,8	28,4	26,9	24,1	22,1	7,1	4,2
Malaisie	19,8	20,0	19,6	19,2	18,8	18,9	17,0	10,8	7,8
Autres	9,5	9,1	8,8	8,6	8,0	7,5	6,8	4,1	3,2
TOTAL	62,9	62,5	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	22,0	15,2

(*) Estimation

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2015 à sept 2016 (*)	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Palme	62,4	62,5	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	45,3
Soja	51,2	48,8	45,1	42,7	41,8	41,6	40,2	36,1
Colza	25,4	26,3	26,9	25,2	24,5	23,7	24,0	21,7
Tournesol	15,4	15,1	16,3	14,0	14,8	13,1	12,5	13,0
Coton	4,3	4,7	4,9	5,0	5,1	4,9	4,6	4,7
Arachide	3,7	3,7	3,9	4,0	4,0	4,1	4,2	4,2
Palmiste	6,9	6,8	6,5	6,2	5,9	5,6	5,2	5,2
Coprah	2,8	2,9	3,1	3,3	3,2	3,0	3,6	3,3
TOTAL	172,1	170,8	165,9	156,6	153,0	146,5	140,2	133,5

(*) Estimation

Le marché international en 2015

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2015 est de 622 USD/tonne contre 821 USD/tonne en 2014.

Les cours de l'huile de palme ont connu un début d'année difficile, conséquence d'une offre mondiale d'huile végétale abondante et de la chute des cours du pétrole.

L'annonce faite début février par le gouvernement indonésien d'une augmentation des subventions accordées pour la fabrication de biodiesel a momentanément permis de redresser les cours du palme. Le CPO CIF Rotterdam atteignait les 720 USD/tonne début mars, son plus haut niveau en 2015.

Toutefois, l'embellie a été de courte durée puisque la demande mondiale en huile de palme ne parvenait pas à enrayer la progression des niveaux des stocks.

Après s'être stabilisés aux alentours des 650 – 700 USD/tonne de mars à juin, les cours de l'huile de palme sont repartis à la baisse début juillet dans le sillage de la baisse des cours du pétrole.

La chute s'est encore accélérée au mois d'août. Les inquiétudes relatives à la santé de l'économie chinoise, les turbulences sur ses places financières et la dévaluation du yuan ont fortement perturbé les marchés des matières premières. L'huile de palme a atteint à la fin du mois d'août son plus bas niveau depuis décembre 2008, sous la barre des 500 USD/tonne CIF Rotterdam.

Les prix ont ensuite connu un sursaut, provoqué par un épisode de sécheresse et par les préoccupations de plus en plus vives suscitées par les effets négatifs que pourraient avoir le phénomène climatique El Niño sur la production d'huile de palme.

Malgré les baisses de production attendues, les stocks d'huile de palme de Malaisie, indicateur de référence du marché, ont continué d'augmenter atteignant fin novembre un niveau historique à près de 3 millions de tonnes. Cette offre abondante couplée à un pétrole toujours plus bas a entraîné l'huile de palme dans une nouvelle phase baissière durant le dernier trimestre. Le CPO CIF Rotterdam s'échangeait fin 2015 aux alentours des 560 USD/tonne.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Perspectives 2016

Le ralentissement attendu de la production d'huile de palme, provoqué par les effets retardés de la sécheresse enregistrée en 2015, s'est confirmé en ce début d'année entraînant un ralentissement de l'offre et une hausse progressive des cours de l'huile de palme. Le CPO CIF Rotterdam atteignait ainsi les 700 USD/tonne courant du mois de mars.

Alors que les productions de palme augmentent chaque année de 2 à 3 millions de tonnes, certains experts, dans le contexte climatique actuel, tablent sur une production 2016 identique à celle de 2015.

Dès lors, l'offre mondiale de toutes les huiles végétales confondues pourrait être stable en 2016, alors que la demande mondiale devrait continuer de croître. Une consolidation des prix n'est donc pas impossible.

L'évolution des cours en 2016 dépendra également fortement de l'évolution des prix du pétrole. Si le baril se maintient à des niveaux de prix très bas, la production de biocarburant perd de l'attractivité.

L'offre globale des huiles végétales sur les marchés, les politiques d'achat des pays importateurs (Inde et Chine en tête) ou encore la mise en place de politiques fiscales incitatives pour les biocarburants notamment, joueront également un rôle déterminant dans l'évolution des cours de l'huile de palme.

En date du 7 avril 2016, les cours du CPO CIF Rotterdam avoisinent les 730 USD/tonne.

Environnement et responsabilité sociale

Un rapport détaillé distinct est mis à la disposition des actionnaires sur notre site internet www.socfin.com ou sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (en hectares)		Hévéa		Palmier	
Au 31 décembre 2015					
Immatures (par année de planting)					
2015		3.359		6.006	
2014		4.234		8.726	
2013		3.678		7.978	
2012		3.570		4.708	
2011		3.957		920	
2010		4.435		-	
2009		2.351		-	
2008		242		-	
TOTAL		25.826		28.338	
Jeunes	(de 8 à 11 ans)	14.036	(de 4 à 7 ans)	24.321	
Matures	(de 12 à 22 ans)	12.553	(de 8 à 18 ans)	33.196	
Vieux	(plus de 22 ans)	13.572	(plus de 18 ans)	34.925	
TOTAL		65.987		120.780	

Superficies (en hectares)	2015	2014	2013	2012	2011
Palmier	120.780	116.299	103.494	95.163	89.514
Hévéa	65.987	65.070	58.595	56.266	54.614
TOTAL	186.767	181.369	162.089	151.429	144.128

Production	2015	2014	2013	2012	2011
Huile de palme (en tonnes)					
Production propre	362.574	345.226	315.801	315.967	338.896
Achats aux tiers	25.018	29.972	33.725	35.243	38.606
Caoutchouc (en tonnes)					
Production propre	63.566	61.121	56.004	52.133	51.202
Achats aux tiers	58.543	46.031	44.638	36.996	39.800
Semences (en milliers)					
Production propre	22.487	32.436	32.353	49.564	37.881

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	2015	2014	2013	2012	2011
Palmier	264,9	249,7	244,1	276,9	282,6
Hévéa	154,3	159,8	186,7	223,9	292,3
Autres produits agricoles	14,0	19,9	20,3	34,8	26,9
Activités commerciales	66,6	63,9	69,2	93,9	39,3
Autres	9,7	15,2	7,1	8,2	18,2
TOTAL	509,5	508,4	527,4	637,7	659,3

Personnel	2015	2014	2013	2012	2011
Effectifs moyens	32.258	29.625	27.219	25.926	23.616

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2015	2014	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	509	508	527	638	659
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	N.A.	N.A.	109	174	256
Résultat opérationnel	49	58	22	250	579
« Part du Groupe » dans le résultat	2	29	-4	60	187
Cash-flow opérationnel	152	107	134	119	242
Cash-flow libre	22	-26	-22	-2	129

Cash-flow libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)	2015	2014	2013 (*)	2012 (*)	2011 (*)
Actifs biologiques producteurs	459	394	1.214	1.446	1.344
Autres actifs non-courants	375	359	316	256	231
Actifs courants	246	270	275	333	413
Capitaux propres totaux	664	653	1.258	1.488	1.463
Passifs non-courants	174	190	328	395	357
Passifs courants	242	180	219	153	171

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture »

Données boursières

(en euros)	2015	2014	2013 (*)	2012 (*)	2011 (*)
Nombre d'actions	14.240.000	14.240.000	14.240.000	14.240.000	14.240.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	325.745.815	316.490.579	632.879.833	738.652.856	715.626.214
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe »	0,15	2,02	-0,27	4,24	13,16
Dividende par action	0,60	0,70	1,30	2,25	2,00
Cours de bourse					
minimum	24,31	27,25	33,50	25,65	26,00
maximum	34,00	38,00	39,90	40,60	32,75
clôture	24,31	32,00	34,15	35,00	27,50
Capitalisation boursière	346.174.400	455.680.000	486.296.000	498.400.000	391.600.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	N.A.	34,65%	N.A.	53,07%	15,20%
Dividendes/capitalisation boursière	2,47%	2,19%	3,81%	6,43%	7,27%
Cours de bourse/bénéfice par action	N.A.	15,84	N.A.	8,25	2,09

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture »

Faits marquants de l'exercice

Janvier	Début des activités de Sogescol Cameroun et Camseeds qui ont été constituées courant 2014 respectivement par Sogescol FR S.A. et Socfin Research S.A. ;
Juillet	Acquisition d'actions Socfin-KCD pour porter le pourcentage de détention à 100% ;
Août	Souscription à l'augmentation de capital de Socfin Research S.A. ;
Octobre	Acquisition d'actions Socapalm pour porter le pourcentage de détention à 4,57% ;
Novembre	Constitution de Sodimex FR S.A. et Induservices FR S.A. par Socfinasia S.A. et Socfinaf S.A. Leurs activités ont débuté en 2016 ;
Décembre	Souscription à l'augmentation de capital de PSG.

Gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfin est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeurs à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président	AGO 1981	AGO 2016
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur	AGE 1990	AGO 2019
Bolloré Participations S.A. représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Française	1969	Administrateur	AGO 1997	AGO 2021
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020
M. Philippe de Traux	Belge	1951	Administrateur et Secrétaire Général	AGO 1998	AGO 2018
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020

Le mandat de Monsieur Hubert Fabri, Administrateur sortant, vient à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire du 1^{er} juin 2016. Il sera proposé à ladite Assemblée de procéder au renouvellement de ce mandat.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Gouvernance d'entreprise

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Bolloré Participations S.A.

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Gouvernance d'entreprise

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre

provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à mettre en place toutes les structures nécessaires pour

atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2015, le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2015 : 100%
- 2014 : 100%
- 2013 : 96%
- 2012 : 100%
- 2011 : 87%

3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2016. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 23 mars 2016, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfin sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même,

pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfin au titre de l'exercice 2015 s'élève à EUR 11.537.785 et pour l'exercice 2014 à EUR 11.526.717.

Les Administrateurs de Socfin n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions, stock-options.

5. Notification de l'actionnariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote (*)	Pourcentage détenu	Date de la notification
AFICO S.A. L-1650 Luxembourg	80.991	11,38	20/12/1999
Palmeraies de Mopoli S.A. B-1050 Bruxelles	32.000	4,49	20/12/1999
Twosun Fin. Establishment CH-1201 Genève	80.000	11,24	20/12/1999
Geselfina S.A. FL-9490 Vaduz	164.125	23,05	20/12/1999
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	50	0,007	10/03/2008
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	120.338	16,901	10/03/2008
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	82.111	11,532	10/03/2008
Technifin CH-1705 Fribourg	56.000	7,865	10/03/2008
Plantations des Terres Rouges L-1724 Luxembourg	13.404	1,883	10/03/2008
Compagnie des Glénans F-29500 Ergué Gaberic	4.000	0,562	10/03/2008
Total Bolloré Participations direct et indirect	275.903	38,750	

(*) Toutes les notifications déposées avant le 1^{er} juillet 2011, date effective de la division des actions par 20, se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 712.000.

Gouvernance d'entreprise

6. Calendrier financier

1 juin 2016	Assemblée Générale Ordinaire à 12h
15 juin 2016	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2015 (coupon n° 70)
Fin août 2016	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2016
Fin septembre 2016	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2016
Mi-novembre 2016	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3 ^{ème} trimestre 2016
Fin mars 2017	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2016
Mi-avril 2017	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2016
Mi-mai 2017	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1 ^{er} trimestre 2017
31 mai 2017	Assemblée Générale Ordinaire à 12h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

7. Audit externe

Réviseur d'entreprises agréé
C – CLERC S.A.
1 rue Pletzer
L-8080 Bertrange.

En 2015, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 64.110 TVAC.

8. Autres informations

En application de l'article 16 de la loi du 16 mai 2006 relative aux abus de marché, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Taux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance,

(a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de

l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et

(b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion consolidé

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 1^{er} juin 2016.

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 intègrent aux comptes annuels de Socfin, toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfin (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005. Toutes les normes applicables au 31 décembre 2015 concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

En outre, le Groupe a adopté de manière anticipée les amendements relatifs aux actifs biologiques producteurs apportés à IAS 41 « Agriculture » et à IAS 16 « Immobilisations corporelles ». Ces amendements s'appliquent rétrospectivement au 1^{er} janvier 2014. Les soldes d'ouvertures à cette date ainsi que les comptes 2014 ont été révisés afin de tenir compte de ces amendements. Les états financiers consolidés 2015 sont ainsi rendus comparables aux états financiers consolidés 2014 révisés commentés dans ce rapport. Les actifs biologiques producteurs sont désormais évalués au coût historique comme les autres immobilisations corporelles.

Les impacts très importants de cet amendement sur les comptes sont décrits en note 3.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2015, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 2,1 millions d'euros contre 28,8 millions d'euros en 2014. Il en résulte un profit net « Part du Groupe » de 0,15 euro par action contre 2,02 euros en 2014.

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2015 s'élève à 509,5 millions d'euros contre 508,4 millions d'euros en 2014 (+1,1 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte principalement de la baisse

des prix (-39,4 millions d'euros), de l'appréciation des devises de transaction par rapport à l'euro (+10,9 millions d'euros), de la hausse des quantités (+34,3 millions d'euros) ainsi que de la baisse du chiffre d'affaires relatif à la commercialisation des produits hors-groupe (-4,7 millions d'euros).

Le résultat opérationnel s'élève à 49,5 millions d'euros contre 57,7 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Les autres produits financiers sont en baisse à 19,6 millions d'euros contre 34,6 millions d'euros au 31 décembre 2014. Ils sont principalement composés de gains de change pour 16,9 millions d'euros. Pour rappel, les produits financiers 2014 étaient fortement influencés par l'écart d'acquisition négatif sur l'acquisition de SAFA pour 20 millions d'euros.

Les charges financières s'établissent à 31,7 millions d'euros contre 23 millions d'euros au 31 décembre 2014. Elles sont principalement composées de pertes de change et d'écarts de conversion pour un montant de 21,6 millions d'euros et d'intérêts débiteurs pour 8,4 millions d'euros.

La charge d'impôts est en hausse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 28,7 millions d'euros contre 29 millions d'euros en 2014. Les produits d'impôts différés, quant à eux, s'élèvent à 10 millions d'euros contre 12,7 millions d'euros en 2014.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfin se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 834,2 millions d'euros contre 753,1 millions d'euros au 31 décembre 2014, soit une augmentation de 81,1 millions d'euros, principalement en raison de l'augmentation de la valeur des actifs biologiques producteurs (+65,2 millions d'euros) et des autres immobilisations corporelles (+13,9 millions d'euros);
- d'actifs courants qui s'élèvent à 245,6 millions d'euros contre 269,8 millions d'euros au 31 décembre 2014 (baisse de la valeur des stocks et de la trésorerie).

Rapport de gestion consolidé

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 325,7 millions d'euros contre 316,5 millions d'euros au 31 décembre 2014. Cette amélioration des fonds propres de l'ordre de 9,2 millions d'euros provient pour l'essentiel du résultat de l'exercice (+2,1 millions d'euros), de la variation de la réserve pour écart de conversion (+17,4 millions d'euros) et de l'affectation des résultats (-8,5 millions d'euros, solde 2014 et acompte 2015 inclus).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » avant distribution du solde du dividende de 22,9 euros contre 22,23 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2015, le cours de bourse s'élève quant à lui à 24,31 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en hausse à 415,7 millions d'euros contre 370,2 millions d'euros un an plus tôt. Cette variation provient principalement des autres dettes incluant une seconde avance d'actionnaire de 35 millions d'euros à notre filiale Socfinaf S.A.

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2015, la trésorerie nette s'élève à 53,4 millions d'euros en baisse de 20,1 millions d'euros sur l'exercice (contre une hausse de 28,7 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 152,2 millions d'euros durant l'exercice 2015 (106,6 millions d'euros en 2014) et la capacité d'autofinancement à 121,9 millions d'euros contre 128,3 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 130,1 millions d'euros (contre 132,3 millions d'euros en 2014).

Les opérations de financement ont, quant à elles, mobilisé 44,6 millions d'euros (alors qu'un solde de 51,3 millions d'euros avait été généré en 2014 par recours à l'emprunt). Il s'agit pour 29,2 millions d'euros du paiement des dividendes.

PERSPECTIVES 2016

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est. Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

Le Conseil d'Administration

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Aux Actionnaires de
**Société Financière
des Caoutchoucs, en abrégé Socfin**
Société Anonyme
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les états financiers consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN, comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2015 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variations des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 29 à 95.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN au 31 décembre 2015, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 37. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est et présentent un risque en terme d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé présenté dans ce rapport annuel aux pages 25 à 26, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés.

Bertrange, le 14 avril 2016

C - CLERC S.A.

Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson

Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2015	31/12/2014 Révisé	01/01/2014 Révisé
<i>ACTIFS</i>	Note	EUR	EUR	EUR
Actifs non-courants				
Ecart d'acquisition	5	14.789.247	16.242.469	16.242.469
Immobilisations incorporelles	6	1.117.951	1.109.400	1.452.095
Immobilisations corporelles	7	334.775.225	320.854.581	277.907.566
Actifs biologiques producteurs	8	459.030.945	393.812.919	266.437.891
Immeubles de placement	9	5.309.891	6.314.633	6.674.594
Titres disponibles à la vente	11	3.389.210	4.776.872	5.397.778
Avances à long terme		2.669.419	2.415.069	2.949.091
Actifs d'impôts différés	12	12.275.882	5.133.494	792.097
Autres actifs non-courants		823.001	2.395.105	538.289
		834.180.771	753.054.542	578.391.870
Actifs courants				
Stocks	13	67.557.144	78.966.821	79.975.581
Créances commerciales	14	39.699.266	33.737.086	38.160.364
Autres créances	15	27.574.912	33.693.627	31.719.940
Actifs d'impôts exigibles	16	19.104.774	14.541.474	10.625.870
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	91.700.532	108.818.175	72.612.684
		245.636.628	269.757.183	233.094.439
TOTAL ACTIFS		1.079.817.399	1.022.811.725	811.486.309

Etats financiers consolidés

		31/12/2015	31/12/2014 Révisé	01/01/2014 Révisé
<i>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</i>	Note	EUR	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère				
Capital souscrit	18	24.920.000	24.920.000	24.920.000
Prime d'émission	18	501.847	501.847	501.847
Réserve légale	19	2.492.000	2.492.000	2.492.000
Réserves consolidées		338.737.684	320.240.449	349.250.056
Ecart de conversion		-43.010.987	-60.444.252	-80.717.105
Résultat de l'exercice		2.105.271	28.780.535	-3.671.093
		325.745.815	316.490.579	292.775.705
Participations ne donnant pas le contrôle	10	338.336.981	336.067.304	265.226.436
Capitaux propres totaux		664.082.796	652.557.883	558.002.141
Passifs non-courants				
Passifs d'impôts différés	12	10.219.934	13.998.983	4.791.391
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	20	39.965.936	36.502.103	29.388.413
Dettes financières à plus d'un an	21	108.256.590	127.166.882	35.410.598
Dettes commerciales à plus d'un an		128.769	0	0
Autres dettes	22	15.254.925	12.824.107	6.174.968
		173.826.154	190.492.075	75.765.370
Passifs courants				
Dettes financières à moins d'un an	21	68.372.870	46.117.962	35.581.119
Dettes commerciales		37.409.013	39.320.014	43.727.327
Passifs d'impôts exigibles	16	23.529.400	23.059.231	27.665.573
Provisions		4.048.949	198.734	108.813
Autres dettes	22	108.548.217	71.065.826	70.635.966
		241.908.449	179.761.767	177.718.798
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		1.079.817.399	1.022.811.725	811.486.309

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2015	2014 Révisé
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	35	509.491.487	508.425.209
Production immobilisée		64.366.224	65.438.359
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		-275.890	-2.654.965
Autres produits opérationnels		16.056.715	11.546.584
Matières premières et consommables utilisés		-202.615.243	-209.735.471
Autres charges externes		-104.691.957	-86.008.727
Frais de personnel	24	-117.140.938	-107.457.899
Dotations aux amortissements	25	-66.980.844	-74.295.445
Autres charges opérationnelles		-48.720.281	-47.545.310
Résultat opérationnel		49.489.273	57.712.335
Produits provenant de titres disponibles à la vente		0	323.783
Autres produits financiers	27	19.587.263	34.605.372
Plus-values sur cessions d'actifs		284.956	422.559
Moins-values sur cessions d'actifs		-1.084.956	-858.576
Charges financières	28	-31.719.405	-22.969.569
Résultat avant impôts		36.557.131	69.235.904
Charge d'impôts sur le résultat	29	-28.731.697	-29.006.520
Charge d'impôts différés	29	10.003.899	12.726.439
Résultat net de l'exercice		17.829.333	52.955.823
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		15.724.062	24.175.288
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		2.105.271	28.780.535
Résultat net par action non dilué	30	0,15	2,02
Nombre d'actions Socfin		14.240.000	14.240.000
Résultat net par action non dilué		0,15	2,02
Résultat net par action dilué		0,15	2,02

Etats financiers consolidés

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2015	2014
			Révisé
	Note	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice		17.829.333	52.955.823
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	20	-1.587.285	-1.394.917
Impôts sur les pertes et gains actuariels		402.500	361.889
Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat		-1.184.785	-1.033.028
Variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées, avant impôts		411.235	-2.319.871
Impôts sur la variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées		-120.163	677.866
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts	11	-11.377	-355.139
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées		2.990	76.804
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		28.889.656	32.676.860
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		29.172.341	30.756.520
Total des autres éléments du résultat étendu		27.987.556	29.723.492
Résultat étendu		45.816.889	82.679.315
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		26.579.698	35.938.599
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		19.237.191	46.740.716

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2015	2014
	Note	EUR	Révisé EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		2.105.271	28.780.535
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		15.724.062	24.175.288
Juste valeur de la production agricole	13	11.320.754	1.133.223
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		-912.853	159.061
Dotations et reprises aux amortissements et provisions et réductions de valeur		74.113.920	57.352.800
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		800.766	482.660
Charge d'impôts	29	18.727.798	16.280.081
Capacité d'autofinancement		121.879.718	128.363.648
Intérêts payés - reçus			
		7.717.223	4.633.605
Impôts payés			
		-28.731.697	-29.006.520
Variation de stocks		1.141.139	10.010.843
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		-2.025.389	13.604.721
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		53.355.540	-22.252.959
Comptes de régularisation		-1.119.394	1.276.877
Variation du besoin en fonds de roulement		51.351.896	2.639.482
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		152.217.140	106.630.215
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-199.745	-62.157
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-124.208.227	-132.930.984
Cessions d'immobilisations corporelles		763.628	1.620.875
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		883.767	3.272.479
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	4	-7.392.861	-4.242.255
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-130.153.438	-132.342.042
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-8.544.000	-14.240.000
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-20.639.998	-23.108.349
Produits de l'émission d'actions		53.000	2.436.691
Produits d'emprunts		20.763.984	101.074.903
Remboursements d'emprunts		-28.465.886	-10.259.931
Intérêts payés - reçus		-7.717.223	-4.633.605
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-44.550.123	51.269.709
Incidence des écarts de conversion		2.308.992	3.147.530
Entrées/sorties de périmètre		86.045	42.031
Variation nette de trésorerie		-20.091.384	28.747.443
Trésorerie au 1 ^{er} janvier	17	73.488.233	44.740.790
Trésorerie au 31 décembre	17	53.396.849	73.488.233
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		-20.091.384	28.747.443

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 31 décembre 2013	24.920.000	501.847	2.492.000	-80.710.576	685.676.562	632.879.833	624.730.531	1.257.610.364
Révision des comptes d'ouverture (note 3)				-6.529	196.162	189.633	261.334	450.967
Changement de méthode comptable (note 3)				0	-340.293.761	-340.293.761	-359.765.429	-700.059.190
Situation au 1^{er} janvier 2014 Révisée	24.920.000	501.847	2.492.000	-80.717.105	345.578.963	292.775.705	265.226.436	558.002.141
Résultat de l'exercice					28.780.535	28.780.535	24.175.295	52.955.830
Pertes et gains actuariels					-503.746	-503.746	-529.282	-1.033.028
Variation de la juste valeur des instruments financiers					-1.642.005	-1.642.005	0	-1.642.005
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					-166.921	-166.921	-111.414	-278.335
Ecarts de conversion				20.272.853	0	20.272.853	12.404.007	32.676.860
Résultat étendu				20.272.853	26.467.863	46.740.716	35.938.606	82.679.322
Dividendes					-11.392.000	-11.392.000	-24.848.396	-36.240.396
Acomptes sur dividendes					-2.848.000	-2.848.000	0	-2.848.000
Autres variations (*)					-8.785.842	-8.785.842	59.750.658	50.964.816
Transactions avec les actionnaires					-23.025.842	-23.025.842	34.902.262	11.876.420
Situation au 31 décembre 2014 Révisée	24.920.000	501.847	2.492.000	-60.444.252	349.020.984	316.490.579	336.067.304	652.557.883
Situation au 1^{er} janvier 2015	24.920.000	501.847	2.492.000	-60.444.252	349.020.984	316.490.579	336.067.304	652.557.883
Résultat de l'exercice					2.105.271	2.105.271	15.724.062	17.829.333
Pertes et gains actuariels					-587.583	-587.583	-597.202	-1.184.785
Variation de la juste valeur des instruments financiers					291.072	291.072	0	291.072
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					-4.834	-4.834	-3.553	-8.387
Ecarts de conversion				17.433.265	0	17.433.265	11.456.391	28.889.656
Résultat étendu				17.433.265	1.803.926	19.237.191	26.579.698	45.816.889
Dividendes					-7.120.000	-7.120.000	-20.361.451	-27.481.451
Acomptes sur dividendes					-1.424.000	-1.424.000	0	-1.424.000
Autres variations					-1.437.955	-1.437.955	-3.948.570	-5.386.525
Transactions avec les actionnaires					-9.981.955	-9.981.955	-24.310.021	-34.291.976
Situation au 31 décembre 2015	24.920.000	501.847	2.492.000	-43.010.987	340.842.955	325.745.815	338.336.981	664.082.796

(*) Au 31 décembre 2014, les impacts sont dus principalement :

- à la variation du pourcentage de participation dans Socfinaf S.A. suite à l'échange de 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de SAFA et à l'augmentation de capital par apport en nature pour -5,9 millions d'euros (part Groupe) et -7 millions d'euros (part des minoritaires) ;
- au transfert de la plus-value de cession réalisée par Socfin lors de l'échange des titres Socfinaf S.A., pour +10,5 millions d'euros, du résultat vers les réserves consolidées (part Groupe) ;
- à l'entrée dans le périmètre de SAFA pour -9,3 millions d'euros (part Groupe) et +37,7 millions d'euros (part des minoritaires) ; et
- à la diminution du pourcentage de détention des filiales détenues par Socfinaf S.A. consécutive aux opérations d'échange et à l'augmentation de capital :
 - * notamment pour la part Groupe : SOGB, LAC et Okomu pour respectivement -1,5, -1,8 et -0,7 millions d'euros ;
 - * pour la part des minoritaires : SAC pour +10,9 ; SOGB pour +2,4 ; Socapalm pour +2,2 ; LAC pour +1,6 ; SRC pour +3,5 ; Okomu pour +1,4 et Brabanta pour +3 millions d'euros.

Etats financiers consolidés

	2015	2014
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	8.544.000	14.240.000
Nombre d'actions	14.240.000	14.240.000
Dividende par action distribué sur la période	0,60	1,00

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

La Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin (« la Société ») a été constituée le 5 décembre 1959. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre du commerce sous le n° B 5937.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 14 avril 2016, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2015 sont entrés en vigueur :

- L'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1^{er} janvier 2014 (*) et relative à la date de comptabilisation des taxes prélevées par une autorité publique dans les états financiers de l'entité qui paie ces taxes.

- L'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel », applicable au 1^{er} juillet 2014 (**). Cet amendement vise à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de services.
- Les amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des IFRS pour les cycles 2010-2012 et 2011-2013, applicables au 1^{er} juillet 2014 (**).

(*) Au niveau européen, IFRIC 21 doit être appliquée au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 17 juin 2014 ou après cette date.

(**) Au niveau européen, ces amendements doivent être appliqués au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 1^{er} février 2015 ou après cette date.

Socfin a anticipé l'application d'amendements effectifs après le 31 décembre 2015 et publiés avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :

- Les amendements à IAS 16 et à IAS 41 « Agriculture : actifs biologiques producteurs », applicables au 1^{er} janvier 2016. Ces amendements visent à inclure les actifs biologiques producteurs tels que les hévéas et les palmiers à huile dans le champ d'application d'IAS 16 au lieu d'IAS 41. Le Groupe a choisi d'évaluer les actifs biologiques producteurs selon le modèle du coût.

Conformément aux dispositions transitoires de la norme, le Groupe a appliqué ses amendements de façon rétrospective aux périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2014. Les périodes comparatives ont été retraitées. Les impacts de l'application anticipée d'IAS 16 révisée sont décrits à la note 3.

Etats financiers consolidés

Socfin a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2015 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :

- Les amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers : Initiative - informations à fournir », applicables au 1^{er} janvier 2016.
- Les amendements à IAS 16 et à IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables », applicables au 1^{er} janvier 2016.
- Les amendements à IAS 27 « La mise en équivalence dans les états financiers individuels », applicables au 1^{er} janvier 2016 vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence telle que décrite par IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et coentreprises » pour comptabiliser dans leurs états financiers individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées. Le Groupe n'est pas concerné par ces amendements.
- Les amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise », applicables au 1^{er} janvier 2016 ou après. L'IASB a reporté à une date indéterminée l'entrée en vigueur de ces amendements.
- Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Entités d'investissement : application de l'exemption de consolidation », applicables au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.
- Les amendements à IFRS 11 « Partenariats : comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune », applicables au 1^{er} janvier 2016. L'objectif des modifications est d'ajouter de nouvelles directives dans IFRS 11 sur la comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune dans laquelle l'activité de l'entreprise commune constitue une entreprise, comme le définit IFRS 3.
- La norme IFRS 14 « Comptes de report réglementaires », applicable au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe n'est pas concerné par cette norme qui est destinée aux premiers adoptants des normes IFRS qui sont soumis à la réglementation des tarifs.
- Les amendements résultant des améliorations annuelles des IFRS pour le cycle 2012-2014, applicables au 1^{er} janvier 2016.
- Les amendements à IAS 7 « Etats des flux de trésorerie », applicables au 1^{er} janvier 2017.

Une entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les actifs et passifs inclus dans ses activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie.

- Les amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat : comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes », applicables au 1^{er} janvier 2017. Les amendements publiés visent à clarifier les dispositions concernant la comptabilisation des actifs d'impôts différés relatifs aux instruments de dette évalués à la juste valeur.
- La norme IFRS 9 « Instruments financiers », applicable au 1^{er} janvier 2018. Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».
- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1^{er} janvier 2018. La nouvelle norme énonce un modèle global unique pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Elle remplace les normes actuelles sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, IAS 11, IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18 et SIC 31.
- La norme IFRS 16 « Contrats de location », applicable au 1^{er} janvier 2019. La norme annule et remplace la norme IAS 17 actuelle ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).

Certaines normes ou amendements pourraient avoir une incidence sur les comptes consolidés du Groupe, notamment IFRS 15, IFRS 16 et IFRS 9.

Etats financiers consolidés

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2/IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2015 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfin ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfin exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2015 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfin exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Etats financiers consolidés

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfin et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de

la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.18).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « Ecart de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Etats financiers consolidés

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

1 euro est égal à :	Taux de clôture		Taux moyen	
	2015	2014	2015	2014
Euro	1,000	1,000	1,000	1,000
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Cedi ghanéen	4,1316	3,8641	4,1395	3,9992
Roupie indonésienne	15.020	15.133	14.832	15.684
Riel cambodgien	4.409	4.980	4.504	5.357
Naïra nigerian	214,72	203,55	214,07	207,40
Dobra de São Tomé	24.498	24.498	24.498	24.498
Franc congolais	1.010	1.128	1.022	1.221
Dollar américain	1,0887	1,2141	1,1041	1,3184

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Concessions et brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 20 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

Etats financiers consolidés

1.11. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers (terrains et bâtiments ou partie de bâtiments) détenus pour en retirer des loyers et/ou pour en valoriser le capital.

Les immeubles de placement sont inscrits pour leur coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. La durée d'amortissement des immeubles de placement est fixée à 50 ans.

1.12. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique et en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

Actifs biologiques producteurs

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 26 ans
Actifs biologiques producteurs - Hévéa	20 à 33 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la troisième année après le planting des palmiers à huile en Asie, au cours de la quatrième année après le planting des palmiers à huile en Afrique et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Production agricole

La production agricole est évaluée à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, les fonds de tasse). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.13. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

Etats financiers consolidés

1.14. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.15. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.12. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.16. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

1.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.18. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Etats financiers consolidés

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

- Autres instruments :

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, les deux types d'instruments financiers dérivés ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts réestimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

La majorité des emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à long terme provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Etats financiers consolidés

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Si une moins-value latente significative et durable est constatée, le cumul des profits ou des pertes antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net de la période.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du résultat net dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

En cas de cession, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres

charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.19. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.20. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à

Etats financiers consolidés

l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé depuis la clôture au 31 décembre 2014 de calculer les taux d'actualisation en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19. La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.21. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.22. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur. Ces derniers sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.23. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux

Etats financiers consolidés

propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.24. Actifs non-courants détenus pour la vente et activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.25. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.26. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.27. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19, IAS 2/IAS 41, IAS 16 et IAS 36. En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production locales.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du groupe	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du groupe	Méthode de consolidation (*)
	2015	2015	2015	2014	2014	2014
AFRIQUE						
Hévéa et Palmier						
SOGB S.A.	37,45	73,16	IG	37,45	73,16	IG
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG »	58,79	100,00	IG	58,79	100,00	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	38,87	66,12	IG	38,87	66,12	IG
SAFACAM S.A.	40,53	68,93	IG	40,53	68,93	IG
SOCAPALM S.A.	39,66	67,46	IG	38,22	65,00	IG
Hévéa						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	58,79	100,00	IG	58,79	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	58,79	100,00	IG	58,79	100,00	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	35,83	70,01	IG	35,83	70,01	IG
Palmier						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	49,97	85,00	IG	49,97	85,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	39,66	100,00	IG	38,22	100,00	IG
AGRIPALMA LDA	51,74	88,00	IG	51,74	88,00	IG
BRABANTA S.A.	58,88	100,00	IG	58,88	100,00	IG
Autres activités						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	51,18	87,06	IG	51,18	87,06	IG
PALMCAM S.A.	58,79	100,00	IG	58,79	100,00	IG
ASIE						
Hévéa et Palmier						
PT SOCFINDO	50,83	90,00	IG	50,83	90,00	IG
Hévéa						
SETHIKULA CO LTD	56,48	100,00	IG	48,74	100,00	IG
SOCFIN-KCD CO LTD	56,48	100,00	IG	48,74	86,30	IG
VARANASI CO LTD	56,48	100,00	IG	48,74	100,00	IG
COVIPHAMA CO LTD	50,83	90,00	IG	50,83	90,00	IG
EUROPE						
Autres activités						
CAMSEEDS (**)	57,52	99,80	IG	-	-	NC
CENTRAGES S.A.	57,64	100,00	IG	57,64	100,00	IG
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	57,64	100,00	IG	57,64	100,00	IG
INDUSERVICES S.A.	72,41	100,00	IG	72,41	100,00	IG
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	60,35	90,00	IG	60,35	90,00	IG
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD S.A.	56,48	100,00	IG	56,48	100,00	IG
SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA »	58,79	100,00	IG	58,79	100,00	IG
SOCFIN RESEARCH S.A.	57,64	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	57,64	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOCFINAF S.A.	58,79	58,79	IG	58,79	58,79	IG
SOCFINASIA S.A.	56,48	56,48	IG	56,48	56,48	IG
SOCFINCO S.A.	57,64	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOCFINCO FR S.A.	57,64	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOCFINDE S.A.	56,89	99,92	IG	56,89	99,92	IG
SODIMEX S.A.	57,64	100,00	IG	57,64	100,00	IG
SOGESCOL CAMEROUN « SOGESCOL CAM » S.A.R.L. (**)	57,64	100,00	IG	-	-	NC
SOGESCOL FR S.A.	57,64	100,00	IG	57,64	100,00	IG
STP INVEST S.A.	58,79	100,00	IG	58,79	100,00	IG
TERRASIA S.A.	65,48	100,00	IG	65,48	100,00	IG

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale, NC : Non Consolidé.

(**) Sogescol Cameroun S.A.R.L. et Camseeds ont été constituées courant 2014 respectivement par Sogescol FR S.A. et Socfin Research S.A. Leurs activités ont réellement débuté au 1er semestre 2015, elles sont donc entrées dans le périmètre au 1er janvier 2015.

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * AGRIPALMA LDA est une société implantée sur l'île de São Tomé spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
- * BRABANTA S.A. est une société de droit congolais (RDC) spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * CAMSEEDS est une société de droit camerounais spécialisée dans la recherche, le développement et la production de semences (palmier).
- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * COVIPHAMA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * PALMCAM S.A. est une société holding camerounaise détenant la participation dans une plantation de palmiers à huile et d'hévéas au Cameroun, Socapalm S.A.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LTD S.A. «PNS Ltd S.A.» est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant les participations dans PT Socfindo et Coviphama CO LTD.
- * PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » est une société de droit ghanéen spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SAFACAM S.A. est une société de droit camerounais active dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.
- * SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée au Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFINAF S.A. est une société holding de droit luxembourgeois dont l'activité est axée principalement sur la gestion d'un portefeuille de

Etats financiers consolidés

- participations actives dans des plantations situées en Afrique.
- * SOCFINASIA S.A. est une société holding de droit luxembourgeois dont l'activité est axée principalement sur la gestion d'un portefeuille de participations actives dans le domaine des plantations situées en Asie du Sud-Est.
 - * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
 - * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
 - * SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA » est une société de droit français détenant une participation dans une plantation au Cameroun, Safacam S.A.
 - * SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation d'huile de palme raffinée.
 - * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations tropicales.
 - * SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
 - * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
 - * SOGESCOL CAMEROUN « SOGESCOL CAM » S.A R.L. est une société de droit camerounaise active dans le commerce du caoutchouc au Cameroun.
 - * STP INVEST S.A. est une société de droit belge détenant une participation dans Agripalma LDA.
 - * SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
 - * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
 - * VARANASI CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.

Etats financiers consolidés

Note 3. Application de l'amendement de la norme IAS 41 « Agriculture » ainsi que les retraitements sur les comptes comparatifs

* Impacts sur le compte de résultat consolidé

EUR	Retraitements			
	2014 Publié	IAS 41 révisée	Comptes sociaux des filiales (*)	2014 Révisé
Production immobilisée	65.124.522	0	313.837	65.438.359
Matières premières et consommables utilisés	-211.070.905	0	1.335.434	-209.735.471
Dotations aux amortissements	-31.491.005	-42.382.344	-422.096	-74.295.445
Autres charges opérationnelles	-47.545.366	56	0	-47.545.310
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	98.867.448	-42.382.288	1.227.175	57.712.335
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	30.528.614	-30.279.829	-248.785	0
Résultat opérationnel	129.396.062	-72.662.117	978.390	57.712.335
Charges financières	-24.428.370	0	1.458.801	-22.969.569
Résultat avant impôts	139.460.830	-72.662.117	2.437.191	69.235.904
Charge d'impôts différés	-4.877.895	18.405.517	-801.183	12.726.439
Résultat net de l'exercice	105.576.415	-54.256.600	1.636.008	52.955.823
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle	53.160.204	-29.802.872	817.956	24.175.288
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	52.416.211	-24.453.728	818.052	28.780.535

(*) Les retraitements 2014 des comptes sociaux des filiales concernent :

- le traitement des intérêts d'emprunt dans la filiale au Nigeria,
- la valorisation du stock dans la filiale du Congo (RDC).

* Impacts sur le résultat net par action

2014	Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	Résultat net par action non dilué	Résultat net par action dilué
	EUR	EUR par action	EUR par action
IAS 41 révisée	-24.453.728	-1,72	-1,72
Comptes sociaux des filiales	818.052	0,06	0,06
	-23.635.676	-1,66	-1,66

Etats financiers consolidés

* Impacts sur l'actif net et les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2014

EUR	Retraitements				01/01/2014 Révisé
	01/01/2014 Publié	IAS 41 révisée	Cash pooling	Comptes sociaux des filiales	
Immobilisations corporelles	279.368.270	-2.537.938	0	1.077.234	277.907.566
Actifs biologiques producteurs	1.213.949.243	-947.511.352	0	0	266.437.891
Actifs d'impôts différés	3.537.851	-2.745.754	0	0	792.097
Trésorerie et équivalents de trésorerie	114.619.333	0	-42.006.649	0	72.612.684
Passifs d'impôts différés	-257.333.974	252.735.855	0	-193.272	-4.791.391
Dettes financières à moins d'un an	-77.587.768	0	42.006.649	0	-35.581.119
Autres dettes	-70.202.970	0	0	-432.996	-70.635.966
Impact sur l'actif net consolidé	1.206.349.985	-700.059.189	0	450.966	506.741.762
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	-632.879.833	340.293.760	0	-189.632	-292.775.705
Participations ne donnant pas le contrôle	-624.730.531	359.765.429	0	-261.334	-265.226.436
Impact sur les capitaux propres totaux	-1.257.610.364	700.059.189	0	-450.966	-558.002.141

* Impacts sur l'actif net et les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2014

EUR	Retraitements				31/12/2014 Révisé
	31/12/2014 Publié	IAS 41 révisée	Cash pooling	Comptes sociaux des filiales	
Immobilisations corporelles	324.601.199	-5.549.871	0	1.803.253	320.854.581
Actifs biologiques producteurs	1.488.876.200	-1.095.063.281	0	0	393.812.919
Actifs d'impôts différés	9.872.015	-4.207.715	0	-530.806	5.133.494
Stocks	77.520.677	0	0	1.446.144	78.966.821
Trésorerie et équivalents de trésorerie	138.985.113	0	-30.166.938	0	108.818.175
Passifs d'impôts différés	-305.253.880	291.774.739	0	-519.842	-13.998.983
Dettes financières à moins d'un an	-76.284.900	0	30.166.938	0	-46.117.962
Impact sur l'actif net consolidé	1.658.316.424	-813.046.128	0	2.198.749	847.469.045
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	-701.043.725	385.605.047	0	-1.051.901	-316.490.579
Participations ne donnant pas le contrôle	-762.361.536	427.441.080	0	-1.146.848	-336.067.304
Impact sur les capitaux propres totaux	-1.463.405.261	813.046.127	0	-2.198.749	-652.557.883

Etats financiers consolidés

* Impacts sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

EUR	2014 Publié	Retraitements comptes sociaux des filiales	2014 Révisé
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	106.762.573	-132.358	106.630.215
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement	-131.015.600	-1.326.442	-132.342.042
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	49.810.908	1.458.801	51.269.709
Variation nette de trésorerie	28.747.443	0	28.747.443

Note 4. Acquisitions d'activités

Les principales acquisitions d'activités réalisées par le Groupe au cours de l'exercice ont été les suivantes :

Socfinasia S.A. a acquis, en juillet 2015, 13,70% de la société cambodgienne Socfin-KCD Co Ltd pour un montant de 3,5 millions d'euros. Cette acquisition permet de porter son pourcentage de détention à 100%. Elle a ensuite libéré un solde du capital souscrit chez Socfin-KCD de 2,9 millions d'euros.

Socfinaf S.A. a acquis en octobre 2015 pour 3,9 millions d'euros 2,49% de Socapalm S.A.

En 2014, les acquisitions ont été les suivantes :

Fin août 2014, Socfin a échangé 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de la société de droit français, SAFA. Celle-ci détient 68,93% de Safacam S.A. Le 31 décembre 2014, la participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature.

Cette acquisition renforce les activités du Groupe au Cameroun.

Suite à l'évaluation à la juste valeur des actifs biologiques de cette dernière, Socfin a constaté un écart d'acquisition négatif de 20 millions d'euros.

Le résultat social de Safacam S.A. s'élève au 31 décembre 2014 à 2,8 millions d'euros et son chiffre d'affaires à 17,8 millions d'euros. La part incluse dans le compte de résultat consolidé s'élève à 0,3 million d'euros pour le résultat social et 5,3 millions d'euros pour le chiffre d'affaires.

Socfin a également acquis au premier semestre 2014 pour 1,4 millions d'euros d'actions Socfinaf S.A. (0,49%) et pour 0,6 million d'euros d'actions Socfinasia S.A. (0,11%).

Socfinaf S.A. a acquis en juin 2014, pour 2,2 millions d'euros, 2,08% de Socapalm S.A. tandis que Palmcam S.A. a quant à elle cédé 2,49% de Socapalm S.A. pour 2 millions d'euros.

Etats financiers consolidés

EUR	2015		2014 Révisé	
	TOTAL	SAFA	Autres acquisitions	TOTAL
Actifs non-courants (*)	8.448.092	79.789.375	4.910.934	84.700.309
Actifs courants	1.313.448	17.699.219	1.359.715	19.058.934
Passifs non-courants	-131.312	-19.201.510	-536.525	-19.738.035
Passifs courants	-1.224.895	-14.528.331	-1.735.670	-16.264.001
Actif net acquis	8.405.333	63.758.753	3.998.454	67.757.207
Participations ne donnant pas le contrôle (**)	0	-19.423.966	0	-19.423.966
Ecarts d'acquisition négatifs comptabilisés en résultat (note 27)	0	-20.010.487	0	-20.010.487
Ecarts comptabilisés dans les fonds propres (variation de périmètre)	1.895.397	0	243.801	2.139.198
Prix total payé	10.300.730	24.324.300	4.242.255	30.461.952
Acquisition par échange d'instruments de capitaux propres	0	-24.324.300	0	-24.324.300
Transfert d'avances actionnaires vers le capital	-2.907.869	0	0	0
Réglé en liquidités	-7.392.861	0	-4.242.255	-4.242.255
Sortie nette de liquidités sur acquisition				
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées	-7.392.861	0	-4.242.255	-4.242.255
Liquidités et soldes bancaires acquis	0	42.031	0	42.031
Acquisitions de filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées, sous déduction de la trésorerie	-7.392.861	42.031	-4.242.255	-4.200.224

(*) En 2014, la juste valeur des actifs biologiques de Safacam S.A., à la date d'acquisition, s'élève à 69,2 millions d'euros (note 8).

(**) Les participations ne donnant pas le contrôle ont été évaluées sur base de la quote-part dans l'actif net acquis.

Note 5. Ecarts d'acquisition

EUR	2015	2014
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	16.242.469	16.242.469
Réductions de valeur	-1.453.222	0
Juste valeur au 31 décembre	14.789.247	16.242.469

Fin décembre 2006, Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A. ont acheté au Groupe Bolloré 85% de Centrages S.A. et 100% d'Immobilière de la Pépinière S.A. Les deux sociétés belges possèdent plusieurs étages de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles.

L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net de ces sociétés a été comptabilisé en écarts d'acquisition au bilan pour 3 millions d'euros.

En juillet 2015, une évaluation a été effectuée par un expert indépendant et le Groupe a enregistré une réduction de valeur sur les écarts d'acquisition de 1,5 millions d'euros (note 26).

Etats financiers consolidés

Note 6. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	1.238.807	2.548.908	3.787.715
Acquisitions de l'exercice	4.616	57.541	62.157
Sorties de l'exercice	0	-11.023	-11.023
Reclassements vers d'autres postes	-970.900	970.900	0
Changements de périmètre	0	11.231	11.231
Ecart de conversion	5.417	131.379	136.796
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	277.940	3.708.936	3.986.876
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-658.512	-1.677.109	-2.335.621
Amortissements de l'exercice	-63.032	-405.360	-468.392
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	10.432	10.432
Reclassements vers d'autres postes	489.487	-489.487	0
Ecart de conversion	-5.125	-78.770	-83.895
Amortissements au 31 décembre 2014	-237.182	-2.640.294	-2.877.476
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	40.758	1.068.642	1.109.400
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	277.945	3.708.936	3.986.881
Acquisitions de l'exercice	1.363	201.811	203.174
Sorties de l'exercice	-41.730	-75.923	-117.653
Reclassements vers d'autres postes	0	244.699	244.699
Ecart de conversion	6.944	5.971	12.915
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	244.522	4.085.494	4.330.016
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-237.182	-2.640.294	-2.877.476
Amortissements de l'exercice	-33.904	-408.750	-442.654
Reprises d'amortissements de l'exercice	41.730	75.923	117.653
Reclassements vers d'autres postes	0	-3.926	-3.926
Ecart de conversion	-6.877	1.215	-5.662
Amortissements au 31 décembre 2015	-236.233	-2.975.832	-3.212.065
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	8.289	1.109.662	1.117.951

Etats financiers consolidés

Note 7. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	13.081.763	177.827.728	110.915.934	166.620.894	60.252.272	2.902.046	531.600.637
Acquisitions de l'exercice	17.869.841	6.237.495	14.738.656	10.013.674	11.642.073	470.007	60.971.746
Sorties de l'exercice	-124.248	-460.927	-1.640.392	-2.805.167	-828.332	0	-5.859.066
Reclassements vers d'autres postes	-5.368.739	19.128.288	8.690.853	7.573.446	-38.823.226	-1.778.914	-10.578.292
Changements de périmètre	218.000	8.624.335	101.263	11.810.580	2.807.229	97.291	23.658.698
Ecart de conversion	1.230.257	9.443.359	7.648.063	4.699.690	3.292.394	101.411	26.415.174
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	26.906.874	220.800.278	140.454.377	197.913.117	38.342.410	1.791.841	626.208.897
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-791.340	-90.383.889	-75.187.376	-87.330.466	0	0	-253.693.071
Amortissements de l'exercice	-29.368	-8.181.722	-8.179.508	-14.691.190	0	0	-31.081.788
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	225.842	1.553.774	2.382.365	0	0	4.161.981
Reclassements vers d'autres postes	0	72.285	0	1.016	0	0	73.301
Changements de périmètre	0	-4.498.422	-79.067	-8.751.745	0	0	-13.329.234
Ecart de conversion	-3.932	-4.098.308	-4.998.329	-2.384.936	0	0	-11.485.505
Amortissements au 31 décembre 2014	-824.640	-106.864.214	-86.890.506	-110.774.956	0	0	-305.354.316
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	26.082.234	113.936.064	53.563.871	87.138.161	38.342.410	1.791.841	320.854.581
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	26.906.874	220.800.278	140.454.377	197.913.117	38.342.410	1.791.841	626.208.897
Acquisitions de l'exercice	4.151.307	4.793.754	5.809.697	9.883.918	27.641.870	3.638.889	55.919.435
Sorties de l'exercice	-79.188	-558.859	-2.243.505	-4.514.328	0	0	-7.395.880
Reclassements vers d'autres postes	-11.138.487	11.268.835	2.089.283	837.889	-13.030.521	-2.821.515	-12.794.516
Changements de périmètre	0	0	0	11.657	48.645	8.992	69.294
Ecart de conversion	586.490	4.094.957	-134.895	3.588.273	3.041.735	7.648	11.184.208
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	20.426.996	240.398.965	145.974.957	207.720.526	56.044.139	2.625.855	673.191.438
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-824.640	-106.864.214	-86.890.506	-110.774.956	0	0	-305.354.316
Amortissements de l'exercice	-385.086	-9.639.066	-9.415.275	-17.406.258	0	0	-36.845.685
Reprises d'amortissements de l'exercice	793	493.379	2.063.678	4.056.609	0	0	6.614.459
Reclassements vers d'autres postes	0	-9.743	96.579	86.918	0	0	173.754
Changements de périmètre	0	0	0	-350	0	0	-350
Ecart de conversion	-4.753	-870.111	-320.182	-1.809.029	0	0	-3.004.075
Amortissements au 31 décembre 2015	-1.213.686	-116.889.755	-94.465.706	-125.847.066	0	0	-338.416.213
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	19.213.310	123.509.210	51.509.251	81.873.460	56.044.139	2.625.855	334.775.225

Etats financiers consolidés

Note 8. Actifs biologiques producteurs

* *Détail des actifs biologiques producteurs comptabilisés dans l'état de la situation financière*

	EUR
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	388.433.340
Acquisitions de l'exercice	71.956.280
Sorties de l'exercice	-4.114.195
Reclassements vers d'autres postes	9.034.887
Changements de périmètre	78.342.693
Ecart de conversion	27.866.182
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	571.519.187
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-110.208.932
Amortissements de l'exercice	-10.252.225
Reprises d'amortissements de l'exercice	3.466.257
Changements de périmètre	-9.188.313
Ecart de conversion	-4.328.007
Amortissements au 31 décembre 2014	-130.511.220
Réductions de valeur au 1^{er} janvier 2014	-11.786.516
Réductions de valeur	-32.130.118
Ecart de conversion	-3.278.414
Réductions de valeur au 31 décembre 2014	-47.195.048
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	393.812.919
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	571.519.187
Acquisitions de l'exercice	68.233.204
Sorties de l'exercice	-5.483.250
Reclassements vers d'autres postes	13.050.334
Ecart de conversion	19.155.455
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	666.474.930
Amortissements au 1^{er} janvier 2015	-130.511.220
Amortissements de l'exercice	-17.772.118
Reprises d'amortissements de l'exercice	4.724.203
Reclassements vers d'autres postes	-166.443
Ecart de conversion	-1.659.615
Amortissements au 31 décembre 2015	-145.385.193
Réductions de valeur au 1^{er} janvier 2015	-47.195.048
Réductions de valeur	-11.559.619
Ecart de conversion	-3.304.125
Réductions de valeur au 31 décembre 2015	-62.058.792
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	459.030.945

Etats financiers consolidés

Note 9. Immeubles de placement

	EUR
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	9.508.256
Acquisitions de l'exercice	2.959
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	9.511.215
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-2.833.662
Amortissements de l'exercice	-362.920
Amortissements au 31 décembre 2014	-3.196.582
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	6.314.633
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2015	9.511.215
Acquisitions de l'exercice	55.588
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2015	9.566.803
Amortissements et réductions de valeur au 1^{er} janvier 2015	-3.196.582
Amortissements de l'exercice	-360.769
Réductions de valeur	-699.561
Amortissements et réductions de valeur au 31 décembre 2015	-4.256.912
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	5.309.891

Les locations sont conclues sous la forme de baux renouvelables de 9 ans (première expiration au 14/01/2022). Les locaux donnés en location de l'immeuble Champ de Mars ont généré des produits locatifs pour 0,70 million d'euros. Les charges opérationnelles directes occasionnées par cet immeuble s'élèvent à 0,37 million d'euros.

Les 5^{ème} et 6^{ème} étages de l'immeuble situé 2 place du Champ de Mars à Bruxelles ont été évalués par un expert indépendant lors de l'acquisition d'Immobilier

de la Pépinière S.A. en décembre 2006. Cette valeur a été utilisée pour l'évaluation de l'immeuble lors de l'entrée dans le périmètre. Le rez-de-chaussée acquis en 2007 a été évalué à sa valeur d'acquisition. Une nouvelle évaluation a été effectuée par un expert indépendant en juillet 2015 et le Groupe a enregistré une réduction de valeur sur l'immeuble de 0,7 million d'euros.

La cession éventuelle de l'immeuble est soumise, de par le contrat d'emprunt, à l'accord préalable du créancier.

Etats financiers consolidés

Note 10. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2015	2014	2015	2014
Production d'huile de palme et de caoutchouc					
SOGB S.A.	Côte d'Ivoire	63%	63%	27%	27%
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	Nigeria	61%	61%	34%	34%
SAFACAM S.A. (*)	Cameroun	59%	59%	31%	31%
SOCAPALM S.A.	Cameroun	60%	62%	33%	35%
PT SOCFINDO	Indonésie	49%	49%	10%	10%
Production de caoutchouc					
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	Liberia	41%	41%	0%	0%
Gestion de portefeuille de participations					
SOCFINASIA S.A.	Luxembourg	44%	44%	44%	44%

(*) Safacam S.A. est entrée dans le périmètre de consolidation en août 2014.

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2015	2014	2015	2014
	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	2.830.368	4.207.955	51.448.417	52.631.415
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	6.196.607	5.596.201	38.323.619	34.555.526
SAFACAM S.A.	723.972	-3.226.561	33.528.148	33.954.505
SOCAPALM S.A.	6.267.381	10.033.246	49.976.930	49.833.230
PT SOCFINDO	16.125.931	26.263.111	37.677.475	43.697.658
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	-1.814.584	-506.215	15.434.352	15.505.837
SOCFINASIA S.A.	-1.303.130	-1.664.807	33.842.333	31.507.522
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			78.105.707	74.381.611
Participations ne donnant pas le contrôle			338.336.981	336.067.304

Etats financiers consolidés

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	28.850.340	95.825.561	22.704.865	22.559.506
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	13.916.930	73.877.342	22.954.875	17.809.579
SAFACAM S.A.	6.890.681	30.242.776	4.695.143	0
SOCAPALM S.A.	22.683.643	120.525.549	33.263.772	10.112.265
PT SOCFINDO	35.431.289	84.797.609	28.062.817	23.212.399
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	12.424.014	54.955.245	4.803.870	9.010.469
SOCFINASIA S.A.	72.188.339	289.990.620	7.112.856	0
2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	27.998.645	97.063.021	27.310.601	15.460.171
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	17.258.003	80.323.401	16.075.001	25.104.488
SAFACAM S.A.	7.964.467	34.979.822	4.931.289	5.067.516
SOCAPALM S.A.	36.287.722	116.934.027	47.749.236	4.852.533
PT SOCFINDO	26.336.584	90.476.031	22.675.381	32.959.135
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	12.350.616	66.888.783	8.177.695	16.533.590
SOCFINASIA S.A.	75.937.673	301.058.583	6.663.703	0

Etats financiers consolidés

<i>Dénomination de la filiale</i>	<i>Produits des activités ordinaires</i>	<i>Résultat net de l'exercice</i>	<i>Résultat étendu de l'exercice</i>	<i>Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle</i>
2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	87.720.366	6.979.127	6.979.127	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	41.733.718	7.181.388	7.181.388	1.716.145
SAFACAM S.A.	5.256.187	287.365	287.365	0
SOCAPALM S.A.	68.929.165	9.103.787	9.103.787	2.921.267
PT SOCFINDO	163.607.852	55.468.346	55.468.346	5.302.815
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	22.919.666	-339.901	-339.901	0
SOCFINASIA S.A.	0	46.170.159	46.170.159	9.598.403

<i>Dénomination de la filiale</i>	<i>Produits des activités ordinaires</i>	<i>Résultat net de l'exercice</i>	<i>Résultat étendu de l'exercice</i>	<i>Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle</i>
2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	81.520.294	9.136.404	9.136.404	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	45.489.675	13.487.450	13.487.450	415.638
SAFACAM S.A.	16.606.288	2.627.799	2.627.799	660.821
SOCAPALM S.A.	77.844.156	8.976.348	8.976.348	3.038.633
PT SOCFINDO	147.878.021	42.642.940	42.642.940	4.485.061
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	18.274.829	-5.133.819	-5.133.819	0
SOCFINASIA S.A.	0	36.567.552	36.567.552	-8.725.821

Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	12.473.761	-11.235.755	603.165	1.841.171
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	12.064.876	-23.499.661	-2.426.536	-13.861.321
SAFACAM S.A.	1.644.706	-738.904	0	905.802
SOCAPALM S.A.	19.471.874	-8.062.995	-12.999.994	-1.591.115
PT SOCFINDO	62.907.887	-9.558.422	-53.028.148	321.316
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	-1.408.776	-6.482.507	8.297.546	406.263
SOCFINASIA S.A.	45.754.011	-3.301.426	-24.505.556	17.947.029
2015	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	15.443.141	-9.293.653	-10.063.473	-3.913.986
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	20.446.268	-16.733.235	8.916.965	12.629.998
SAFACAM S.A.	4.155.143	-7.201.347	2.946.889	-99.315
SOCAPALM S.A.	19.065.072	-8.138.946	-13.449.256	-2.523.130
PT SOCFINDO	46.325.651	-10.244.923	-44.850.611	-8.769.883
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1.600.335	-8.581.620	6.394.624	-586.661
SOCFINASIA S.A.	38.308.299	-8.287.821	-25.057.920	4.962.558

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 11. Titres disponibles à la vente

	2015	2014
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	4.776.872	5.397.778
Variation de la juste valeur (*)	-11.377	-355.139
Réductions de valeur	-133.942	0
Entrées de l'exercice	917.432	71.707
Sorties de l'exercice	-2.159.775	0
Cessions de l'exercice	0	-337.474
Juste valeur au 31 décembre	3.389.210	4.776.872

(*) La variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu.

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2015	2014	2015	2014
Titres disponibles à la vente	3.032.476	3.009.438	3.389.210	4.776.872

Etats financiers consolidés

Note 12. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	5.133.494	792.097
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	2.715.193	-5.019.616
IAS 12 : Latences fiscales	-90.886	423.010
IAS 16 : Immobilisations corporelles	1.777.104	2.011.544
IAS 19 : Engagements de retraites	1.091.843	6.699.328
IAS 21 : Ecart de conversion	-14.984	-3.654
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	1.117.072	-934.804
IAS 38 : Frais d'établissement	64.394	-3.392
IAS 38 : Frais de recherche	20.264	0
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	16.017	13.414
IAS 39 : Contrats de change à terme	17.502	-112.889
IAS 39 : Juste valeur des instruments financiers	-120.163	677.866
Autres	143.863	-230.517
Ecart de conversion	405.169	821.107
Situation au 31 décembre	12.275.882	5.133.494

* Composants des passifs d'impôts différés

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	13.998.983	4.791.391
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-93.171	-5.225.561
IAS 12 : Latences fiscales	1.739.123	-7.247.309
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-4.347.821	16.338.104
IAS 19 : Engagements de retraites	204.354	5.356.794
IAS 21 : Ecart de conversion	-20.172	16.894
IAS 23 : Coûts d'emprunt	-616.970	437.640
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-465.447	-45.036
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	192.233	-672.536
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	-477.295	-76.804
IAS 39 : Contrats de change à terme	-4.998	24.694
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-232.568	0
Autres	338.564	-221.700
Ecart de conversion	5.119	522.412
Situation au 31 décembre	10.219.934	13.998.983

Etats financiers consolidés

*** Actifs et passifs fiscaux éventuels**

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Brabanta S.A. (RDC) dispose de pertes fiscales récupérables de 12,6 millions d'euros dont la recouvrabilité est incertaine à la date de clôture.

Socfnaf S.A. dispose de pertes fiscales récupérables de 18,4 millions d'euros, PNS Ltd S.A. de 7,7 millions d'euros, Socfnasia S.A. de 6,8 millions d'euros et Socfin de 4,7 millions d'euros.

Par ailleurs, Immobilière de la Pépinière dispose de pertes fiscales récupérables de 1,7 millions d'euros dont la recouvrabilité est incertaine à la date de clôture.

Toutes ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Etats financiers consolidés

Note 13. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Matières premières	12.858.628	11.422.975
Consommables	25.803.044	27.901.960
Produits en cours de fabrication	11.101.075	17.411.827
Produits finis	12.849.059	17.783.827
Acomptes versés et commandes en cours	6.665.858	5.918.304
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	69.277.663	80.438.893
Réductions de valeur sur stocks	-1.720.519	-1.472.072
Total net au 31 décembre	67.557.144	78.966.821

* Réconciliation des stocks

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	80.438.893	80.986.087
Variation de stocks	-1.240.709	-3.859.563
Juste valeur de la production agricole	-11.320.754	-1.133.223
Ecart de conversion	1.400.233	4.445.592
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	69.277.663	80.438.893
Réductions de valeur sur stocks	-1.720.519	-1.472.072
Total net au 31 décembre	67.557.144	78.966.821

Etats financiers consolidés

Note 14. Créances commerciales (actifs courants)

	2015	2014
	EUR	EUR
Créances commerciales	28.474.084	23.135.720
Avances et acomptes versés	11.225.182	10.601.366
Total net au 31 décembre	39.699.266	33.737.086

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élevèrent respectivement à 3,1 et 3 millions d'euros aux 31 décembre 2015 et 2014.

Note 15. Autres créances (actifs courants)

	2015	2014
	EUR	EUR
Créances sociales	1.056.138	739.909
Autres créances	25.113.071	31.413.904
Comptes de régularisation	1.405.703	1.539.814
Valeur au 31 décembre	27.574.912	33.693.627

Etats financiers consolidés

Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2015	2014
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	14.541.474	10.625.870
Charge d'impôts	6.309.916	2.140.537
Autres impôts	4.475.096	3.027.590
Impôts payés ou récupérés	-1.062.381	-1.699.287
Régularisations d'impôts	-5.392.959	-72.147
Ecart de conversion	233.628	518.911
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	19.104.774	14.541.474

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2015	2014
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	23.059.231	27.665.573
Entrée de périmètre	38.249	0
Charge d'impôts	29.078.009	33.519.838
Autres impôts	26.466.206	20.791.029
Impôts payés ou récupérés	-63.726.099	-74.000.653
Régularisations d'impôts	8.730.694	13.740.385
Ecart de conversion	-116.890	1.343.059
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	23.529.400	23.059.231

Etats financiers consolidés

Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Comptes à vue	91.645.405	108.731.000
Instruments financiers	55.127	87.175
Total au 31 décembre	91.700.532	108.818.175

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Comptes à vue	91.645.405	108.731.000
Concours bancaires courants	-38.248.556	-35.242.767
Total au 31 décembre	53.396.849	73.488.233

Note 18. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 24,9 millions d'euros au 31 décembre 2015 ainsi qu'au 31 décembre 2014. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 0,5 million d'euros.

Au 31 décembre 2015, le capital est représenté par 14.240.000 actions.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 80.280 actions doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

	Actions ordinaires	
	2015	2014
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	14.240.000	14.240.000
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	14.240.000	14.240.000

Etats financiers consolidés

Note 19. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Note 20. Engagements de retraites

Régimes de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Le Groupe accorde un plan de retraite à prestations définies au personnel de sa filiale en Indonésie. Cette dernière verse des indemnités qui sont payables en cas de retraite ou de démission volontaire. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Le plan est régi sur base du contrat de travail pour les employés et sur base de la convention collective pour les ouvriers. Il est conforme à la loi sur le travail en vigueur dans le pays.

Hormis les dispositions légales de sécurité sociale applicables localement, la plupart du personnel du Groupe en Afrique bénéficie d'un plan de retraite à prestations définies. Les filiales versent des indemnités qui sont payables en cas de retraite et suivant les pays, également en cas de licenciement. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Les plans sont régis sur base des conventions collectives locales en vigueur dans chaque pays.

Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie des provisions.

	2015	2014
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	39.965.936	36.502.103
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies	39.965.936	36.502.103
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	2.481.952	1.964.330
Coûts financiers	3.309.280	2.994.583
Coûts des services passés	-152.316	0
Coûts des régimes à prestations définies	5.638.916	4.958.913
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1^{er} janvier	36.502.103	29.388.413
Coûts selon le compte de résultat	5.638.916	4.958.913
Entrées de l'exercice	0	377.497
Cotisations	-3.913.960	-2.558.426
Ecart actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	1.587.285	1.394.917
Ecart de conversion	151.592	2.940.789
Au 31 décembre	39.965.936	36.502.103

Etats financiers consolidés

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2016.

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2015	2014
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	-1.848.965	396.085
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	520.137	-2.035.508
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	-258.457	244.506
Ecarts actuariels reconnus durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu	-1.587.285	-1.394.917

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2015	2014
AFRIQUE		
Taux d'actualisation moyen	de 7,65 à 21,63%	de 7,59 à 16,17%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	de 1,74 à 5,00%	de 1,74 à 10,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	20,57	21,21
ASIE		
Taux d'actualisation moyen	9,00%	7,88%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	7,50%	7,50%

Etats financiers consolidés

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2015	2014
	EUR	EUR
AFRIQUE		
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	6.778.484	6.659.613
Diminution de 0,5%	7.228.400	7.161.612
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	7.221.960	7.155.885
Diminution de 0,5%	6.783.091	6.668.203
ASIE		
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	31.746.683	28.530.315
Diminution de 0,5%	34.340.070	30.642.871
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	34.436.017	30.593.862
Diminution de 0,5%	31.648.020	28.531.801

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2016	2015
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	3.165.560	2.245.379
	2015	2014
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)		
AFRIQUE	5,8	6,0
ASIE	12,4	7,8

Régime de pension à cotisations définies

	2015	2014
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	2.750.851	2.382.052

Etats financiers consolidés

Note 21. Dettes financières

2014 Révisé			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	10.812.382	124.841.657	135.654.039
Concours bancaires courants	35.242.766	0	35.242.766
Autres emprunts	62.814	5.353	68.167
Dérivés passifs	0	2.319.872	2.319.872
TOTAL	46.117.962	127.166.882	173.284.844

2015			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	29.918.773	105.913.720	135.832.493
Concours bancaires courants	38.248.556	0	38.248.556
Autres emprunts	205.541	434.234	639.775
Dérivés passifs	0	1.908.636	1.908.636
TOTAL	68.372.870	108.256.590	176.629.460

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA (XAF), dont la parité est liée à l'euro.

Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 2,35% et 6,80%. Comme expliqué à la note 36, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la Direction.

* Analyse de l'endettement à long terme par taux

2014					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	1.590.215	5,65%	0	-	1.590.215
Luxembourg	0	-	80.000.000	Euribor 6 mois + 1,5%	80.000.000
Suisse	8.000.000	2,35% à 2,45%	0	-	8.000.000
Côte d'Ivoire	18.330.885	6,00% à 6,80%	0	-	18.330.885
Nigeria	4.257.838	15,00%	0	-	4.257.838
Liberia	2.625.402	7,00% à 8,00%	0	-	2.625.402
Cameroun	10.037.317	5,00% à 6,25%	0	-	10.037.317
	44.841.657		80.000.000		124.841.657
Autres emprunts et dérivés passifs					
Belgique	5.353	10,00%	0	-	5.353
Luxembourg	2.319.872	-	0	-	2.319.872
	2.325.225		0		2.325.225
TOTAL	47.166.882		80.000.000		127.166.882

Etats financiers consolidés

2015					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	1.225.259	5,65%	0	-	1.225.259
Luxembourg	0	-	66.666.667	Euribor 6 mois + 1,5%	66.666.667
Suisse	5.300.000	2,35% à 2,45%	0	-	5.300.000
Côte d'Ivoire	13.579.251	6,00% à 6,80%	0	-	13.579.251
Nigeria	7.195.973	9,00%	0	-	7.195.973
Liberia	2.238.909	7,00% à 8,00%	0	-	2.238.909
Cameroun	9.707.661	5,00% à 6,25%	0	-	9.707.661
	39.247.053		66.666.667		105.913.720
Autres emprunts et dérivés passifs					
Belgique	418	10,00%	0	-	418
Nigeria	245.871	-	0	-	245.871
Côte d'Ivoire	175.679	-	0	-	175.679
Cameroun	12.266	-	0	-	12.266
Luxembourg	1.908.636	-	0	-	1.908.636
	2.342.870		0		2.342.870
TOTAL	41.589.923		66.666.667		108.256.590

* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2014	EUR	XAF	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	89.590.214	28.368.202	4.257.838	2.625.403	124.841.657
Autres emprunts et dérivés passifs	2.325.225	0	0	0	2.325.225
TOTAL	91.915.439	28.368.202	4.257.838	2.625.403	127.166.882

2015	EUR	XAF	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	73.191.926	23.286.912	7.195.973	2.238.909	105.913.720
Autres emprunts et dérivés passifs	1.909.054	187.945	245.871	0	2.342.870
TOTAL	75.100.980	23.474.857	7.441.844	2.238.909	108.256.590

Etats financiers consolidés

* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2014						
EUR	2016	2017	2018	2019	2020 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	28.987.947	40.584.695	36.496.233	18.455.968	316.814	124.841.657
Autres emprunts et flux de trésorerie des dérivés passifs	813.968	549.861	262.215	43.676	0	1.669.721
TOTAL	29.801.915	41.134.556	36.758.448	18.499.644	316.814	126.511.378

2015						
EUR	2017	2018	2019	2020	2021 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	41.574.895	39.352.098	21.901.123	3.085.604	0	105.913.720
Autres emprunts et flux de trésorerie des dérivés passifs	540.584	188.221	0	0	421.550	1.150.355
TOTAL	42.115.479	39.540.319	21.901.123	3.085.604	421.550	107.064.075

* Nature et juste valeur des instruments financiers dérivés

Nature de l'instrument	Risque couvert	Société	Montant nominal total	Echéance	Juste valeur des instruments		Hiérarchie des justes valeurs
					31/12/2015	31/12/2014	
Contrat d'échange de taux d'intérêts (taux variable/taux fixe)	Risque de taux	Socfin	80.000.000	2019	1.908.636	2.319.872	Niveau 2

Note 22. Autres dettes

	2015	2014
	EUR	EUR
Dettes sociales	5.774.964	5.094.784
Autres dettes (*)	101.552.657	59.809.000
Comptes de régularisation	16.475.521	18.986.149
Total au 31 décembre	123.803.142	83.889.933
Dont dettes non-courantes	15.254.925	12.824.107
Dont dettes courantes	108.548.217	71.065.826

(*) Les « Autres dettes » sont principalement composées d'avances d'actionnaires chez Socfinaf S.A. pour 71,1 millions d'euros (35,1 millions d'euros en 2014).

Etats financiers consolidés

Note 23. Instruments financiers

2014 Révisé	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	4.776.872	0	4.776.872	0	0
Avances à long terme	0	1.283.150	0	1.131.919	2.415.069	1.283.150	1.131.919
Autres actifs non-courants	0	0	0	2.395.105	2.395.105	0	2.395.105
Créances commerciales	0	0	0	33.737.086	33.737.086	0	33.737.086
Autres créances	0	0	0	33.693.627	33.693.627	0	33.693.627
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	108.818.175	108.818.175	0	108.818.175
Total actifs	0	1.283.150	4.776.872	179.775.912	185.835.934	1.283.150	179.775.912
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	2.319.872	124.847.010	0	0	127.166.882	125.545.329	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	12.824.107	12.824.107	0	12.824.107
Dettes financières à moins d'un an	58.335	10.816.861	0	35.242.766	46.117.962	10.816.861	35.242.766
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	39.320.014	39.320.014	0	39.320.014
Autres dettes (courants)	0	0	0	71.065.826	71.065.826	0	71.065.826
Total passifs	2.378.207	135.663.871	0	158.452.713	296.494.791	136.362.190	158.452.713

2014	Juste valeur			TOTAL
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Titres disponibles à la vente	0	0	4.776.872	4.776.872
Dettes financières à plus d'un an	0	2.319.872	0	2.319.872
Dettes financières à moins d'un an	58.335	0	0	58.335

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

2015	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	3.389.210	0	3.389.210	0	0
Avances à long terme	0	1.335.929	0	1.333.490	2.669.419	1.335.929	1.333.490
Autres actifs non-courants	0	0	0	823.001	823.001	0	823.001
Créances commerciales	0	0	0	39.699.266	39.699.266	0	39.699.266
Autres créances	0	0	0	27.574.912	27.574.912	0	27.574.912
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	91.700.532	91.700.532	0	91.700.532
Total actifs	0	1.335.929	3.389.210	161.131.201	165.856.340	1.335.929	161.131.201
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	1.908.636	106.347.954	0	0	108.256.590	107.271.484	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	15.254.925	15.254.925	0	15.254.925
Dettes financières à moins d'un an	193.149	29.931.165	0	38.248.556	68.372.870	29.931.165	38.248.556
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	37.409.013	37.409.013	0	37.409.013
Autres dettes (courants)	0	0	0	108.548.217	108.548.217	0	108.548.217
Total passifs	2.101.785	136.279.119	0	199.460.711	337.841.615	137.202.649	199.460.711

2015	Juste valeur			TOTAL
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Titres disponibles à la vente	0	0	3.389.210	3.389.210
Dettes financières à plus d'un an	0	1.908.636	0	1.908.636
Dettes financières à moins d'un an	193.149	0	0	193.149

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

Note 24. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2015	2014
Directeurs	299	308
Employés	6.187	5.961
Ouvriers (y compris saisonniers)	25.772	23.356
TOTAL	32.258	29.625

	2015	2014
<i>Frais de personnel</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Rémunérations	103.466.361	94.183.694
Charges sociales et charges liées aux retraites	13.674.577	13.274.205
Total au 31 décembre	117.140.938	107.457.899

Note 25. Dotations aux amortissements

	2015	2014
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Sur immobilisations incorporelles (note 6)	442.654	468.393
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques (note 7)	36.845.685	31.081.788
Sur actifs biologiques producteurs (note 8)	29.331.736	42.382.344
Sur immeubles de placement (note 9)	360.769	362.920
Total au 31 décembre	66.980.844	74.295.445

Note 26. Dépréciations d'actifs

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

En outre, à chaque date de clôture le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Ecart d'acquisition sur acquisitions d'activités

* Immobilière de la Pépinière S.A. et Centrages S.A.

Suite à l'acquisition en décembre 2006 des sociétés Immobilière de la Pépinière S.A. et Centrages S.A., l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net de ces sociétés a été comptabilisé pour un montant de 1,5 millions d'euros chez Socfinasia S.A. et 1,5 millions d'euros chez Socfinaf S.A. L'actif net de ces sociétés est principalement composé de plusieurs étages de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles.

Après la comptabilisation initiale, le Groupe a choisi le modèle du coût comme évaluation de l'immeuble Champ de Mars selon les dispositions d'IAS 16 relatives à ce modèle.

Une nouvelle évaluation de l'immeuble a été réalisée en juillet 2015 par un expert indépendant.

A chaque date de clôture, le Groupe est attentif à l'existence éventuelle d'indices de pertes de valeur qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation de l'immeuble et par conséquent sur les participations financières.

* Coviphama Co Ltd

La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes du business plan de Coviphama Co Ltd approuvé par la Direction locale qui couvre une période allant jusqu'à 30 ans. Cette relative longue période du business plan s'explique par la spécificité de l'activité du Groupe qui est basée sur des rendements et des prédictions à très

long terme. En effet, l'exploitation d'hévéas a une durée de vie économique relativement longue et prévisible.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2015 se situe entre 12,60% et 14,60% (2014 : entre 14,60% et 16,60%). Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le taux de croissance à long terme utilisé a été fixé entre 2,30% et 4,30% (2014 : entre 2,60% et 4,60%). Il est représentatif d'une moyenne de l'inflation observée au Cambodge depuis 5 ans et reflète la tendance d'évolution du coût de la vie à long terme.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- flux de trésorerie issus des budgets préparés par la Direction locale sur une durée relativement longue (30 ans), respectant ainsi les spécificités de l'activité de plantation d'hévéas,
- changements liés au taux d'actualisation, et
- hypothèses concernant le taux de croissance à long terme utilisé pour extrapoler les flux de trésorerie sur la période non couverte par le business plan.

Hypothèses retenues concernant le business plan

Les business plans sont mis à jour annuellement et fournissent une évaluation des développements attendus sur une relativement longue période de plusieurs dizaines d'années (environ 30 ans après l'année d'établissement du plan).

Les business plans reflètent les hypothèses ainsi que les projections les plus récentes des tendances du marché et du secteur économique dans lequel l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») évolue.

Ils prennent notamment en compte les facteurs suivants :

- les prévisions de développement des ventes en termes de prix et de quantité basées sur des hypothèses raisonnables et supportables sur le long terme, et
- tout changement dans le cycle des dépenses d'investissements que ce soit des investissements agricoles (tels que les futurs besoins en terrain), ou encore des investissements industriels, ou tout changement dû à d'éventuelles pertes de valeur ou à des dommages physiques.

Etats financiers consolidés

Sensibilité du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'UGT. Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

Sensibilité du taux de croissance à long terme servant de base à l'extrapolation des flux de trésorerie au-delà de la période couverte par le business plan

Le taux de croissance à long terme est déterminé à partir de l'expérience du Groupe concernant le potentiel commercial du secteur d'activité dans lequel il opère. Ce taux dépend également des prévisions de développement sur le marché.

Dans le cadre de la procédure standard de test de perte de valeur des actifs, le Groupe évalue l'impact que peut avoir le changement de taux d'actualisation et le changement de taux de croissance sur l'excès de valeur ou bien le déficit selon le cas de figure.

Les taux d'actualisation et les valeurs terminales sont simulés en faisant varier de 1% en dessous et au-dessus des valeurs de base.

De cette manière, une matrice d'évaluation de l'UGT est générée et révèle la sensibilité de la valeur d'utilité aux pertes de valeur potentielles.

Actifs biologiques producteurs

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2015 se situe entre 9% et 19% (en 2014 : entre 10% et 16%). Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- évolutions des marges réalisées par l'entité, et
- changements liés aux taux d'actualisation calculés sur base de la même méthode que celle utilisée pour les écarts d'acquisition.

Evolution des marges réalisées

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la valeur d'utilité des actifs biologiques producteurs au 31 décembre 2015, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2011 à 2015. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Test de perte de valeur

Les tests de dépréciation de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour laquelle le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration de ce dernier.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités, et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

Etats financiers consolidés

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition

* Immobilière de la Pépinière S.A. et Centrages S.A.

Un rapport d'expertise daté de juillet 2015 a mis en relief l'existence d'indices de perte de valeur relatifs aux vacances locatives importantes des immeubles de bureau dans et aux alentours de Bruxelles ainsi que la relative vétusté des installations et de l'agencement de l'immeuble lui-même.

La juste valeur déterminée dans le rapport d'expertise a servi de base au test de perte de valeur de l'immeuble. La valeur recouvrable représente l'actif net des filiales concernées intégrant cette juste valeur. La valeur recouvrable étant plus faible que l'actif net consolidé à la date du test, le Groupe a comptabilisé une perte de valeur sur l'écart d'acquisition pour un montant de 0,7 million d'euros chez Socfinasia S.A. et un montant identique chez Socfinaf S.A. (note 5). Une réduction de valeur sur la plus-value de réévaluation de l'immeuble a été comptabilisée chez Immobilière de la Pépinière S.A. pour un montant avant impôts différés de 0,7 million d'euros (note 9).

* Coviphama Co Ltd

Le 13 août 2013, Socfinasia S.A. a acquis, à travers sa filiale Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd pour un montant de 13,3 millions d'euros.

Cette acquisition renforce les activités du Groupe au Cambodge.

Le coût de cette acquisition stratégique pour la pérennisation des opérations du Groupe dans ce pays a dégagé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros.

L'UGT est composée du secteur opérationnel issu de l'acquisition de la société Coviphama Co Ltd.

Le test le plus récent a montré que l'UGT testée n'est sujet à aucune perte de valeur, même dans les cas de

figure les moins favorables (une combinaison du taux d'actualisation le plus élevé et du plus faible taux de croissance à l'infini).

Pour cette raison, le Groupe estime qu'il n'y a pas de combinaison de taux d'actualisation et de taux de croissance à l'infini prévisible à la date d'évaluation qui pourrait aboutir à une situation où la valeur comptable des actifs incorporels puisse excéder de manière significative sa valeur recouvrable.

Test de perte de valeur sur les actifs biologiques producteurs

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{ère} position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue l'indice de perte de valeur fixé par le Groupe.

Suite à l'application anticipée des amendements à IAS 16 et à IAS 41 « Agriculture : actifs biologiques producteurs », le test de dépréciation des actifs biologiques producteurs est réalisé pour la clôture 2015 ainsi que de manière rétrospective pour la clôture 2014.

Les tests effectués à la clôture ont montré que les UGT testées constituées par chacune des entités sont sujettes à des pertes de valeur. Au 31 décembre 2015, concernant le secteur d'activité Palmier, une réduction de valeur a été comptabilisée sur Brabanta pour 4,7 millions d'euros et PSG pour 2,2 millions d'euros. Pour le secteur d'activité Hévée, les réductions de valeur portent sur SRC pour 1,3 millions d'euros, PSG pour 2,6 millions d'euros et Safacam pour 1,4 millions d'euros. Les actifs biologiques de Safacam ont été inscrits à la juste valeur lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation en août 2014. Au 31 décembre 2014, les réductions de valeur du secteur Palmier portent sur Brabanta pour 8,5 millions d'euros et PSG pour 6,6 millions d'euros. Celles du secteur Hévée portent sur SRC pour 8,6 millions d'euros, Safacam pour 7,9 millions d'euros et PSG pour 0,5 million d'euros. Les réductions de valeur exprimées avant impôts différés sont comptabilisées sous le poste « Dotations aux amortissements » (note 25).

Etats financiers consolidés

Note 27. Autres produits financiers

	2015	2014
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	476.587	20.010.639
Intérêts sur autres participations	409.516	152
Reprises sur provisions et amortissements financiers	67.071	0
Ecart d'acquisition négatifs	0	20.010.487
Sur actifs/passifs courants	19.110.676	14.594.733
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	244.591	311.832
Change à terme	0	599.139
Gains de change	16.940.145	12.261.600
Autres	1.925.940	1.422.162
Total au 31 décembre	19.587.263	34.605.372

Note 28. Charges financières

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	5.655.190	2.749.748
Intérêts et charges financières	5.655.190	2.749.748
Sur actifs/passifs courants	26.064.215	20.219.821
Intérêts et charges financières	2.716.140	2.564.767
Pertes de change	21.615.618	16.147.662
Change à terme	158.353	0
Pertes de valeur sur titres disponibles à la vente	179.339	0
Autres	1.394.765	1.507.392
Total au 31 décembre	31.719.405	22.969.569

Etats financiers consolidés

Note 29. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	28.731.697	29.006.520
Charge d'impôts différés	-10.003.899	-12.726.439
Charge d'impôts au 31 décembre	18.727.798	16.280.081

* Composants de la charge d'impôts différés

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
IAS 12 : Latences fiscales	1.830.009	-5.651.746
IAS 19 : Engagements de retraites	-484.988	-392.648
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	134.948	-617.053
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-2.808.364	-304.180
IAS 39 : Contrats de change à terme	-22.500	137.583
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	-474.305	0
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-16.017	-13.414
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-6.012.515	-6.680.988
IAS 23 : Coûts d'emprunt	-616.970	437.640
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-1.582.520	860.421
IAS 21 : Ecart de conversion	-5.189	20.548
Autres	54.512	-522.602
Charge d'impôts différés au 31 décembre	-10.003.899	-12.726.439

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	36.557.131	69.235.904
Taux d'imposition normal de la société mère	29,22%	29,22%
Taux d'imposition normal des filiales	De 9,19% à 35,00%	De 9,19% à 38,50%
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	6.909.379	15.137.627
Exonération d'impôts	490.203	1.380.975
Impôts non provisionnés	172.907	1.108.643
Revenus définitivement taxés	278.119	-1.996.190
Mesures favorables à l'investissement	-6.827.071	-7.743.126
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	1.886.606	2.705.506
Revenus non imposables	-165.294	-4.631.814
Dépenses non déductibles	8.942.054	11.852.866
Déficits reportés imputés	-55.242	-381.376
Déficits à reporter	12.674.546	10.237.980
Autres avantages fiscaux	-2.200.938	-11.022.301
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	-1.317.577	0
Ajustements divers	-2.059.894	-368.709
Charge d'impôts au 31 décembre	18.727.798	16.280.081

* Changement de taux des filiales

Au cours de l'exercice 2015, le taux d'impôts des sociétés au Cameroun est passé de 38,50 à 33,00 %.

Etats financiers consolidés

Note 30. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2015	2014 Révisé
Résultat net (en euro)	2.105.271	28.780.535
Nombre moyen d'actions	14.240.000	14.240.000
Résultat net par action non dilué (en euro)	0,15	2,02

Note 31. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 1^{er} juin 2016, le paiement d'un dividende total de 0,60 euro par action contre 0,70 euros lors de l'exercice précédent. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2015 d'un montant de 0,10 euro a été versé en novembre 2015. Un solde de dividende de 0,50 euro, soit un total de 7,1 millions d'euros reste

à payer (identique à celui de l'exercice précédent). Ce solde tient compte de l'annulation de 80.280 titres conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur. Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 0,9 million d'euros contre 1,1 millions d'euros il y a un an.

Note 32. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2015	2014
	EUR	EUR
Avantages à court terme	11.537.785	11.526.717
Avantages postérieurs à l'emploi	331.274	287.643
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Païement fondé sur les actions	0	0

Etats financiers consolidés

* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

	2015	2014
	EUR	Révisé EUR
Actifs courants		
Autres créances	2.646.927	2.646.927
	2.646.927	2.646.927
Passifs non-courants		
Dettes commerciales	3.083.515	2.798.708
Autres dettes	71.054.434	35.088.767
	74.137.949	37.887.475
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES		
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	131.058
Produits financiers	499.228	0
Charges financières	2.101.557	174.247

Etats financiers consolidés

Note 33. Engagements hors bilan

En 2014, Socfin a conclu une convention de crédit auprès d'ING de 80 millions d'euros dont le contrat stipule que Socfin s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sans en faire bénéficiaire ING. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 80 millions d'euros.

En 2007, une filiale de Socfinaf S.A. et de Socfinasia S.A., Immobilière de la Pépinière S.A. a obtenu un prêt hypothécaire auprès d'ING qui prend fin en 2019, pour l'acquisition du rez-de-chaussée et de parkings ainsi que pour la rénovation partielle de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 1,6 millions d'euros (2014 : 1,9 millions d'euros).

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10.000.000 auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En 2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de Salala Rubber Corporation (SRC) qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 2,9 millions d'euros (2014 : 3,2 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 3 milliards de XAF (4,6 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, le matériel professionnel. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 3,8 millions d'euros (2014 : 4,6 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la SIB d'un montant total de 2,680 milliards de XAF (4,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que SCC a conclu un acte de délégation d'assurance au profit de la SIB à hauteur du prêt accordé. SCC a également affecté en garantie hypothécaire du matériel professionnel, à hauteur de 1 milliard de XAF (1,5 millions d'euros). Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 3,6 millions d'euros (2014 : 4,1 millions d'euros).

En 2013, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu un prêt de 2 milliards de Naira (9,4 millions d'euros) auprès d'Access Bank, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, la nouvelle huilerie financée par le prêt. Au 31 décembre 2015, le prêt a été remboursé.

En 2015, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu un prêt de 2 milliards de Naira auprès de Zenith Bank Plc, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, les 11.000 ha de plantation financés par le prêt. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 8,8 millions d'euros.

Socapalm S.A. a conclu une convention de crédit auprès de la SGBC de 3 milliards de XAF (4,6 millions d'euros) dont le contrat stipule que Socapalm s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sur ses actifs sans en faire bénéficiaire SGBC. Au 31 décembre 2015, le solde du prêt s'élève à 2,4 millions d'euros (2014 : 3,5 millions d'euros).

Etats financiers consolidés

Note 34. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2011/2012/2013/2014	50 ans	17.724 ha (1)
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	77 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1960	70 ans	8.000 ha
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.712 ha
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA	1990/2013	50 ans	18.880 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/1993/1999/2014	92 à 99 ans	33.113 ha
SOCAPALM S.A.	2005	55 ans	58.063 ha
AGRIPALMA LDA	2009	25 ans	4.917 ha (2)
BRABANTA S.A.	2004/2007/2008/2011/2013/2015	25 ans	29.540 ha
SETHIKULA CO LTD	2010	99 ans	4.273 ha
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2.386 ha
COVIPHAMA CO LTD	2008	70 ans	5.345 ha
PT SOCFINDO	1995/1998	25 à 30 ans	49.340 ha

- (1) Concessions renouvelables pour un terme de 25 ans.
- (2) Concessions renouvelables tacitement pour des périodes de 25 ans.
- (3) SAFACAM S.A. possède en propre 15.529 ha.

Etats financiers consolidés

Note 35. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe, Congo (RDC), Cambodge et Indonésie.

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun et Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux des secteurs Liberia et Cambodge uniquement des ventes de caoutchouc, ceux du secteur Sierra Leone, Ghana, São Tomé et Príncipe et Congo proviennent

uniquement des ventes d'huile de palme. Ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2014 Révisé

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	90.608.586	45.269.217	6.191.128
Sierra Leone	0	0	-6.712.420
Liberia	22.919.666	0	-3.344.208
Côte d'Ivoire	113.045.745	0	12.625.672
Ghana	0	0	2.822.883
Nigeria	41.733.718	0	11.741.678
Cameroun	76.475.239	4.459	13.388.360
São Tomé et Príncipe	50.149	0	-5.200
Congo (RDC)	1.003.277	195.282	-7.430.120
Cambodge	0	0	662.191
Indonésie	162.588.829	1.019.024	72.427.444
Autres	0	0	-990.574
TOTAL	508.425.209	46.487.982	101.376.834
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			-46.487.982
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-33.740.155
Juste valeur de la production agricole			-1.133.223
Autres retraitements IFRS			-3.005.088
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			41.025.732
Produits financiers			35.027.931
Charges financières			-23.828.145
Impôts			-16.280.081
Résultat net de l'exercice			52.955.823

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2015

<i>EUR</i>	<i>Produits des activités ordinaires provenant des clients externes</i>	<i>Produits des activités ordinaires intersecteurs</i>	<i>Résultat sectoriel</i>
Europe	86.776.875	36.976.695	450.284
Sierra Leone	369.552	32.261	-11.156.486
Liberia	18.274.829	0	-7.713.100
Côte d'Ivoire	108.963.051	0	16.532.335
Ghana	609.188	0	5.648.680
Nigeria	45.489.675	0	14.578.871
Cameroun	97.094.452	0	20.507.280
São Tomé et Príncipe	26.823	0	-276.376
Congo (RDC)	5.567.502	0	-11.123.181
Cambodge	16.104	0	581.117
Indonésie	146.303.436	1.574.585	56.213.259
Autres	0	0	-1.113.491
TOTAL	509.491.487	38.583.541	83.129.192
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			-38.583.541
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-16.276.117
Juste valeur de la production agricole			-11.320.754
Autres retraitements IFRS			-3.637.241
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			36.177.734
Produits financiers			19.872.219
Charges financières			-32.804.361
Impôts			-18.727.798
Résultat net de l'exercice			17.829.333

Etats financiers consolidés

* Total des actifs sectoriels

	2015	2014
	EUR	Révisé EUR
Europe	170.063.612	156.189.024
Sierra Leone	106.073.179	82.630.420
Liberia	94.019.849	75.312.760
Côte d'Ivoire	126.169.852	126.540.474
Ghana	50.204.162	24.287.720
Nigeria	92.438.034	82.587.174
Cameroun	189.129.368	174.211.964
São Tomé et Príncipe	14.936.970	12.751.237
Congo (RDC)	84.449.711	77.024.176
Cambodge	53.706.319	37.888.607
Indonésie	109.010.054	115.049.363
Autres	8.797.636	9.862.897
Total au 31 décembre	1.098.998.746	974.335.816
IFRS 3/IAS 16 : Actifs biologiques producteurs	-3.603.189	15.226.114
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	11.368.376	22.319.990
Autres retraitements IFRS	-16.630.158	-12.745.057
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)	-90.942.821	-55.523.248
Total des actifs sectoriels consolidés	999.190.954	943.613.615

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.

Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2015	2014 Révisé
	EUR	EUR
Europe	113.771.200	80.878.197
Sierra Leone	1.870.233	2.018.816
Liberia	8.822.830	5.596.901
Côte d'Ivoire	8.720.188	12.264.208
Ghana	4.642.293	1.183.786
Nigeria	7.162.631	4.216.776
Cameroun	16.281.755	11.937.785
São Tomé et Príncipe	92.213	391.338
Congo (RDC)	1.083.933	2.452.642
Cambodge	1.186.605	718.270
Indonésie	18.855.137	22.974.491
Autres	170.840	172.986
Total au 31 décembre	182.659.858	144.806.196
Autres retraitements IFRS	5.511	1.204.508
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)	-36.708.139	-35.624.864
Total des passifs sectoriels consolidés	145.957.230	110.385.840

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2014

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Europe	95.901	376.479	2.959	0	475.339
Sierra Leone	3.094.620	12.083.784	0	9.238.649	24.417.053
Liberia	0	5.042.749	0	8.118.120	13.160.869
Côte d'Ivoire	46.806	6.093.542	0	5.917.239	12.057.587
Ghana	62.558	2.448.674	0	12.687.389	15.198.621
Nigeria	0	20.330.595	0	3.169.066	23.499.661
Cameroun	210.649	6.487.286	0	3.088.855	9.786.790
São Tomé et Príncipe	2.750	768.982	0	3.270.718	4.042.450
Congo (RDC)	0	561.567	0	15.504.602	16.066.169
Cambodge	116	1.791.189	0	6.194.049	7.985.354
Indonésie	4.076	4.986.899	0	4.767.593	9.758.568
TOTAL	3.517.476	60.971.746	2.959	71.956.280	136.448.461

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2015

Etats financiers consolidés

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Europe	159.137	336.368	55.588	0	551.093
Sierra Leone	33.156	3.649.193	0	9.017.619	12.699.968
Liberia	0	7.758.392	0	5.641.013	13.399.405
Côte d'Ivoire	110.422	5.091.239	0	4.791.808	9.993.469
Ghana	1.382	9.825.531	0	18.422.492	28.249.405
Nigeria	0	4.633.223	0	10.328.215	14.961.438
Cameroun	25.385	13.289.377	0	3.045.474	16.360.236
São Tomé et Príncipe	0	50.608	0	2.228.641	2.279.249
Congo (RDC)	0	1.993.108	0	2.575.025	4.568.133
Cambodge	1.363	3.893.395	0	7.044.747	10.939.505
Indonésie	24.925	5.399.001	0	5.138.169	10.562.095
Autres	1.799	0	0	0	1.799
TOTAL	357.569	55.919.435	55.588	68.233.203	124.565.795

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2015	2014
	EUR	EUR
Palmier	264.913.788	249.654.289
Hévéa	154.251.857	159.761.375
Autres produits agricoles	14.038.784	19.940.290
Activités commerciales	66.585.448	63.908.436
Autres	9.701.610	15.160.819
TOTAL	509.491.487	508.425.209

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR						2014
<i>Implantation</i>						
<i>Origine</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>Amérique</i>	<i>TOTAL</i>	
Europe	15.936.439	8.368.747	39.800.518	4.642.190	68.747.894	
Afrique	27.379.423	130.696.616	103.682.016	13.383.422	275.141.477	
Asie	9.782.197	0	149.778.678	4.974.963	164.535.838	
TOTAL	53.098.059	139.065.363	293.261.212	23.000.575	508.425.209	

EUR						2015
<i>Implantation</i>						
<i>Origine</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>Amérique</i>	<i>TOTAL</i>	
Europe	23.125.738	2.185.740	41.909.851	1.764.922	68.986.251	
Afrique	22.089.848	155.001.899	106.923.494	9.353.658	293.368.899	
Asie	8.206.266	0	135.695.817	3.234.254	147.136.337	
TOTAL	53.421.852	157.187.639	284.529.162	14.352.834	509.491.487	

Note 36. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. En 2011, Socfin a divisé par 20 ses actions sans désignation de valeur nominale.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

* Risque de prix des matières premières

Risque potentiel :

Le Groupe fait face au risque de baisse des prix des matières premières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente de ces matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc, et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

* Risque de devises étrangères

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

Etats financiers consolidés

* Risque de taux d'intérêts

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Suite à l'emprunt à taux variable conclu par Socfin en janvier 2014, le Groupe était exposé au risque de taux d'intérêts.

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Il existe un instrument de couverture au niveau du Groupe afin de limiter son exposition au risque de taux d'intérêts. L'emprunt a été couvert par un swap taux fixe et la relation de couverture par l'instrument dérivé a été estimée comme hautement efficace d'après le test d'efficacité effectué à la clôture.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant (cash against documents) soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Etats financiers consolidés

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquels certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le « Sustainability report » disponible sur demande au siège du Groupe.

Sensibilité aux risques

** Risque de change*

Les ventes locales de 275 millions d'euros sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 1,3 millions d'euros.

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 13 millions de dollars au 31 décembre

2015. Celle-ci est destinée notamment à couvrir les investissements en dollar de l'exercice à venir.

Socfnaf S.A. présente une position nette de créances et de dettes de 16,7 millions de dollars dont 13,6 millions de créances.

PSG (Ghana) rapporte une position nette des créances et des dettes de -3,5 millions de dollars.

** Risque de taux d'intérêts*

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 21. Suite à l'emprunt à taux variable conclu par Socfin en date du 23 janvier 2014, le Groupe était exposé au risque de taux d'intérêts. Afin de contrôler ce risque, l'emprunt a été couvert par un swap taux fixe. La relation de couverture par l'instrument dérivé a été estimée comme hautement efficace d'après le test d'efficacité effectué à la clôture, ce qui couvre l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt variable (Euribor).

** Risque de crédit*

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 6,6 millions d'euros et 33,1 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR. Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

Etats financiers consolidés

	2015	2014
	EUR	EUR
Créances commerciales	42.786.990	36.780.692
Réductions de valeur	-3.087.724	-3.043.607
Autres créances	27.574.912	33.693.628
Total net des créances	67.274.178	67.430.713
Montant non échu	56.174.516	51.825.017
Montant échu depuis moins de 6 mois	7.440.204	12.158.347
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	2.595.634	459.233
Montant échu depuis plus d'un an	1.063.824	2.988.116
Total net des créances	67.274.178	67.430.713

* Risque de liquidité

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée aux notes 17 et 21.

Note 37. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 38. Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

Note 39. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé

	2015	2014
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	64.110	62.153

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire
des actionnaires du 1^{er} juin 2016

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2015.

Activités

Socfin possède pour l'essentiel des participations financières dans des sociétés de portefeuille et des sociétés de services, qui opèrent indirectement en Asie du Sud-Est et/ou en Afrique tropicale dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2015	2014
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières provenant d'entreprises liées	14,8	16,8
Produits exceptionnels	0,0	10,5
Total des produits	14,8	27,3
CHARGES		
Autres charges externes	1,5	1,3
Intérêts et autres charges financières	2,2	2,3
Impôts	0,0	0,1
Total des charges	3,7	3,7
BENEFICE DE L'EXERCICE	11,1	23,6

Au 31 décembre 2015, le bénéfice net s'établit à 11,1 millions d'euros contre 23,6 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent. Pour rappel, le résultat 2014 avait été favorablement influencé par une plus-value non récurrente de 10,5 millions d'euros exprimée à l'occasion de l'échange de titres Safa contre Socfinaf.

Les produits se sont élevés à 14,8 millions d'euros (27,3 millions d'euros au 31 décembre 2014).

L'ensemble des charges s'inscrit à 3,7 millions d'euros, identique au 31 décembre 2014.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2015, le total du bilan de Socfin s'élève à 265,3 millions d'euros contre 263,5 millions d'euros au 31 décembre 2014.

L'actif de Socfin se compose de 239,6 millions d'euros d'immobilisations financières, de 22,6 millions d'euros de créances et de 3 millions d'euros de disponibilités.

Avant affectation du dividende final de l'exercice, les fonds propres s'élèvent à 183,6 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Aucun mouvement de portefeuille n'a été effectué au cours de l'exercice 2015.

Evaluation

Au 31 décembre 2015, les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 183 millions d'euros contre 202,4 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant les derniers mois :

Socfinasia S.A. (Luxembourg) – 56,48%

Cette société détient des participations dans des sociétés d'Asie du Sud-Est actives dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2015, le bénéfice net s'établit à 35,5 millions d'euros contre 46,2 millions d'euros au 31 décembre 2014.

La valeur d'inventaire des participations de Socfinasia S.A. s'élève à 291,7 millions d'euros au 31 décembre 2015 et l'évaluation du portefeuille fait apparaître des plus-values latentes pour 85,1 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. proposera à la prochaine Assemblée Générale le paiement d'un dividende final de EUR 0,50 par action, un acompte de EUR 0,50 ayant déjà été versé en novembre 2015.

	2015	2014
Chiffres de Socfinasia S.A. (en millions d'euros)		
Actif	379,4	362,2
Actif immobilisé	300,0	290,0
Actif circulant	79,4	72,2
Passif	379,4	362,2
Capitaux propres	369,3	355,1
Dettes	10,1	7,1

Rapport de gestion social

Socfinaf S.A. (Luxembourg) – 58,79%

Cette société possède des participations dans des sociétés d'Afrique tropicale actives dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2015, le bénéfice net s'établit à 6,9 millions d'euros contre 12,6 millions d'euros au 31 décembre 2014.

La valeur d'inventaire des immobilisations financières s'élève à 211,4 millions d'euros au 31 décembre 2015 et l'évaluation du portefeuille dégage des plus-values latentes pour 234,8 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration de Socfinaf S.A. ne proposera pas de paiement de dividende à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

	2015	2014
Chiffres de Socfinaf S.A. (en millions d'euros)		
Actif	441,6	361,4
Actif immobilisé	425,7	348,3
Actif circulant	15,9	13,1
Passif	441,6	361,4
Capitaux propres	221,2	216,3
Dettes	220,4	145,1

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de Socfin de EUR 11.144.050,84, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 88.255.689,93 forment un solde bénéficiaire de EUR 99.399.740,77 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	89.951.007,44
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	944.873,33
90% aux 14.159.720 actions (*) soit EUR 0,60 par action dont EUR 0,10 déjà versé en novembre 2015 (14.240.000 actions)	8.503.860,00
	99.399.740,77

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 0,70 par action.

(*) Cette proposition de distribution tient compte de l'annulation de 80.280 titres conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur. A ce jour (i.e. le 23 mars 2016), les démarches visant à mettre les statuts de la Société à jour, sont en cours.

Rapport de gestion social

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 150.312.231,84 et se présentera comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	2.492.000,00
Autres réserves	57.595.807,40
Autres réserves disponibles	273.417,00
Report à nouveau	89.951.007,44
	150.312.231,84

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 70 de EUR 0,50 sera détachable le 13 juin 2016 et payable à partir du 15 juin 2016.

Actions propres

La Société n'a pas procédé au cours de l'exercice 2015 à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2015, Socfin n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2015, la Société n'a pas eu recours à de nouveaux instruments financiers.

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

- a) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 24.920.000 euros représenté par 14.240.000 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.
- b) et f) En vertu de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, applicable depuis le 18 février 2015, les actions physiques non déposées auprès de l'intermédiaire financier désigné par Socfin doivent être annulées. Au 18 février 2016, 80.280 titres n'ont pas été déposés et doivent être annulés. Ces titres n'accordent plus de droit de vote.
- c) Le 20/12/1999, AFICO S.A. a déclaré détenir une participation directe de 11,38% dans le capital de Socfin, Palmeraies de Mopoli de 4,49%, Twosun Fin. Establishment de 11,24% et Geselfina de 23,05%.
- h) Art. 13. des statuts : « La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins.
Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.
Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».
- Le 10/03/2008, Bolloré Participations a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 38,75% dans le capital de Socfin. 16,901% sont détenus par Bolloré, 11,532% par la Compagnie du Cambodge, 7,865% par Technifin, 1,883% par Plantations des Terres Rouges et 0,562% par la Compagnie des Glénans.

Rapport de gestion social

Art. 22. des statuts : « En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'Administrateur, il pourra être procédé provisoirement à leur remplacement en observant les formalités prévues par la loi alors en vigueur ».

Art. 31. des statuts : « Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ».

- i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 6 : « En cas d'augmentation du capital, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'émission des actions.

Les actions nouvelles à libérer en numéraire, sont offertes par préférence aux anciens

actionnaires, conformément à la loi. L'Assemblée Générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32(1) de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

Au 31 décembre 2015, la valeur estimée de Socfin avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement du dividende intérimaire, s'élève à 366,6 millions d'euros (soit EUR 25,75 par action). Cette évaluation intègre des plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à EUR 24,31 au terme de l'exercice 2015 contre EUR 32 un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Les investissements du Groupe tant en Asie du Sud-Est qu'en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Rapport de gestion social

Perspectives

Le résultat de l'exercice 2016 dépendra dans une large mesure de la distribution des dividendes des filiales.

Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, au 30 juin 2015, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 56 et au 31 décembre celle relative au coupon n° 57.

Nominations statutaires

Le mandat de Monsieur Hubert Fabri, Administrateur sortant, vient à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2022.

Le Conseil d'Administration

Rapport d'audit sur les comptes annuels

Aux Actionnaires de
**Société Financière des Caoutchoucs,
en abrégé SOCFIN**
Société Anonyme
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN, comprenant le bilan au 31 décembre 2015 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 104 à 111.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 8 de l'annexe relative à la situation politique et économique des pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est dans lesquels la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN détient des investissements à travers ses filiales SOCFINASIA S.A. et SOCFINAF S.A. Ces investissements s'élèvent respectivement à EUR 47.762.434,12 et à EUR 124.883.329,71.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion présenté dans ce rapport annuel aux pages 96 à 101, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Bertrange, le 23 mars 2016

C - CLERC S.A.

Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson

Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2015

		2015	2014
ACTIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		173.191.174,09	173.191.174,09
Créances sur des entreprises liées		66.399.167,00	80.988.055,48
		239.590.341,09	254.179.229,57
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		22.631.529,71	3.263.725,41
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		3.378,54	5.086,87
		22.634.908,25	3.268.812,28
Avoirs en banques, avoires en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		3.047.381,77	6.088.752,99
		25.682.290,02	9.357.565,27
COMPTES DE REGULARISATION		2.500,00	2.500,00
		265.275.131,11	263.539.294,84

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

PASSIF	Note	2015	2014
		EUR	EUR
CAPITAUX PROPRES			
	4		
Capital souscrit		24.920.000,00	24.920.000,00
Prime d'émission (et primes assimilées)		501.846,51	501.846,51
Réserves			
Réserve légale		2.492.000,00	2.492.000,00
Autres réserves		57.869.224,40	57.767.663,40
		60.361.224,40	60.259.663,40
Résultats reportés		88.255.689,93	75.745.872,13
Résultat de l'exercice		11.144.050,84	23.585.373,35
Acomptes sur dividendes		-1.582.222,22	-3.164.444,44
		183.600.589,46	181.848.310,95
DETTES NON SUBORDONNEES			
Dettes envers des établissements de crédit			
dont la durée résiduelle est supérieure ou égale à un an		66.666.667,00	80.000.000,00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		14.297.301,90	963.239,99
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		48.000,00	7.654,26
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		662.572,75	720.089,64
		81.674.541,65	81.690.983,89
		265.275.131,11	263.539.294,84

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2015

		2015	2014
CHARGES	Note	EUR	EUR
Autres charges externes		1.478.458,78	1.265.485,64
Autres charges d'exploitation		18.346,93	14.774,78
Intérêts et autres charges financières			
Autres intérêts et charges		2.221.486,53	2.352.647,60
Impôts sur le résultat		6.788,94	22.466,78
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus		13.335,00	46.805,00
Profit de l'exercice		11.144.050,84	23.585.373,35
		14.882.467,02	27.287.553,15
PRODUITS			
Produits des immobilisations financières	5		
provenant d'entreprises liées		14.878.134,68	16.801.301,64
Produits des éléments financiers de l'actif circulant			
Autres produits		4.332,34	19.136,67
Produits exceptionnels	6	0,00	10.467.114,84
		14.882.467,02	27.287.553,15

Proposition de répartition bénéficiaire

	2015	2014
	EUR	EUR
Report à nouveau	89.951.007,44	88.255.689,92
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	944.873,33	1.107.555,56
90% aux 14.159.720 actions	8.503.860,00	9.968.000,00
	99.399.740,77	99.331.245,48
Dividende par action	EUR 0,60	EUR 0,70

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2015

Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 5 décembre 1959 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 5937.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

Les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2014 relatifs aux postes « Créances sur entreprises liées » et « Avoirs en banque » ont été reclassés afin d'assurer la comparabilité avec les chiffres se terminant le 31 décembre 2015.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

La Société prépare des comptes consolidés qui sont disponibles au siège social de la Société (4, avenue Guillaume à L-1650 Luxembourg) ou sur le site internet : www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

– tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

– tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Etats financiers sociaux

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière ou sur les états financiers des sociétés à évaluer ;
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Etats financiers sociaux

Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/Valeur nominale au début de l'exercice	173.191.174,09	160.663.932,16	80.988.055,48	232.500,00	254.179.229,57	160.896.432,16
Augmentations	0,00	55.131.327,09	0,00	80.755.555,48	0,00	135.886.882,57
Diminutions	0,00	-42.604.085,16	-14.588.888,48	0,00	-14.588.888,48	-42.604.085,16
Prix d'acquisition/ Valeur nominale à la fin de l'exercice	173.191.174,09	173.191.174,09	66.399.167,00	80.988.055,48	239.590.341,09	254.179.229,57
Corrections de valeur au début et à la fin de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	173.191.174,09	173.191.174,09	66.399.167,00	80.988.055,48	239.590.341,09	254.179.229,57

La diminution des « Créances sur des entreprises liées » durant l'exercice est expliquée par le transfert de EUR 14.588.888,48 vers les créances à court terme.

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net en devises
Socfinaf S.A.	Luxembourg	58,79	124.883.329,71	31.12.2015	EUR	221.248.078	6.918.457
Socfinasia S.A.	Luxembourg	56,48	47.762.434,12	31.12.2015	EUR	369.286.156	35.521.155
Induservices S.A. (*)	Luxembourg	35,00	35.000,00	31.12.2015	EUR	207.944	-26.442
Management Associates S.A. (*)	Luxembourg	20,00	400.000,00	31.12.2015	EUR	2.687.053	171.839
			173.080.763,83				

(*) Sur base de données financières non auditées.

Etats financiers sociaux

Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Prime d'émission EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1^{er} janvier 2014	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.694.636,40	66.406.199,49	29.908.561,53	-7.911.111,11
Affectation du résultat de l'exercice 2013 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 28 mai 2014 :							
• Résultats reportés					9.339.672,64	-9.339.672,64	
• Dividendes						-11.392.000,00	
• Tantièmes						-1.265.777,78	
• Acomptes sur dividendes 2013						-7.911.111,11	7.911.111,11
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 30 octobre 2014							
							-3.164.444,44
Extourne coupons prescrits							
				73.027,00			
Résultat de l'exercice 2014							
						23.585.373,35	
Situation au 31 décembre 2014	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.767.663,40	75.745.872,13	23.585.373,35	-3.164.444,44
Affectation du résultat de l'exercice 2014 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 27 mai 2015 :							
• Résultats reportés					12.509.817,80	-12.509.817,80	
• Dividendes						-7.120.000,00	
• Tantièmes						-791.111,11	
• Acomptes sur dividendes 2014						-3.164.444,44	3.164.444,44
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 29 octobre 2015							
							-1.582.222,22
Extourne coupons prescrits							
				101.561,00			
Résultat de l'exercice 2015							
						11.144.050,84	
Situation au 31 décembre 2015	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.869.224,40	88.255.689,93	11.144.050,84	-1.582.222,22

Capital souscrit

Au 31 décembre 2015, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 24.920.000,00 représenté par 14.240.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Etats financiers sociaux

Note 5. Produits des immobilisations financières

	2015	2014
	EUR	EUR
Dividendes reçus	12.373.884,68	14.482.297,53
Intérêts sur créances	2.504.250,00	2.319.004,11
	14.878.134,68	16.801.301,64

Note 6. Produits exceptionnels

Au 31 décembre 2014, la Société a comptabilisé une plus-value de EUR 10.467.114,84, suite à l'échange de 1.474.200 actions Socfinaf S.A. contre 577.200 actions SAFA.

Note 7. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2015, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 13.125,00 de jetons de présence et EUR 949.333,33 de tantièmes.

Note 8. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des sociétés qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans ces pays d'Afrique (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et République Démocratique du Congo) et d'Asie du Sud-Est (Cambodge et Indonésie), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 9. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

